



Bourse de
Casablanca



**Ethics
& Boards**
Governance Intelligence and Advisory

BM 92

Baromètre Gouvernance Responsable Maroc

Edition 2025 (données 2024)

Edito

La 3^{ème} édition du Baromètre de la gouvernance responsable du Maroc est élaborée conjointement par la CGEM, l'AMMC, la Bourse de Casablanca et l'APE, avec l'appui méthodologique d'Ethics and Boards.

Conçu comme un outil de pilotage dynamique pour promouvoir les meilleures pratiques de gouvernance, le baromètre témoigne de l'engagement convergent de l'AMMC, de la Bourse de Casablanca et de l'APE pour la transparence financière et extra-financière, et traduit la volonté commune d'installer des standards de gouvernance élevés, au service d'un écosystème plus collaboratif, plus durable et plus attractif.

Cette ambition s'appuie sur des partenariats structurants : entre l'ANGSPE et la CGEM, pour stimuler la concurrence, renforcer la contribution des territoires au développement national et dynamiser les Partenariats Public-Privé, ou entre la Bourse de Casablanca et la CGEM, pour accroître la profondeur du marché, ouvrir l'accès au financement aux PME et attirer de nouveaux investisseurs nationaux et internationaux.

Ces synergies devraient contribuer à l'accélération de la diffusion des standards de gouvernance, dans les secteurs public et privé, aux grandes entreprises, ETI et PME, amplifiant ainsi l'impact systémique de la gouvernance sur la place économique marocaine.

En dressant chaque année un état des lieux des pratiques de gouvernance, au-delà de la seule conformité aux lois et aux codes, le Baromètre inspire, confirme et entretient une dynamique de transformation des entreprises. Il accompagne celles qui cherchent à concilier performance économique, équité sociale et équilibre territorial, préservation des ressources et de la biodiversité.

En valorisant une culture du contrôle et de la gestion des risques, le Baromètre vise aussi à contribuer à limiter la corruption et les dérives opportunistes, participant ainsi à une croissance plus saine et plus durable, alignée sur l'intérêt général.

En suivant l'évolution de la diversité dans les instances de gouvernance - mixité, âge, nationalité, compétences - il est aussi un outil pour accompagner la transmission d'un patrimoine industriel à une nouvelle génération qui aura pour charge de l'augmenter et de le renouveler.

Enfin, en mesurant la contribution de l'entreprise au social et au sociétal, le Baromètre s'inscrit dans un pacte du partage de la valeur qui fait de l'entreprise un acteur essentiel du modèle de développement marocain, capable de relever les défis économiques, sociaux et environnementaux du siècle.

Equipe de pilotage opérationnel



Chadia Jazouli
Bouchra Drady



Bouchra El Falaki
Zineb Souini
Othmane El Amri



Bourse de
Casablanca

Zineb Guennouni
Adel Bahjane
Rhita Benjelloun
Imane Badaoui



Selma Benjelloun

Ethics
& Boards
Governance Intelligence and Advisory

Juliette LI
Amy Tsang
Nathan Cordier

Avec le concours d'Ilham Tahri, administratrice indépendante

Executive summary

- La 3^{ème} édition du baromètre de la gouvernance responsable est élaborée conjointement par la CGEM, l'AMMC, la Bourse de Casablanca et l'APE, avec l'appui méthodologique d'Ethics and Boards.
- Les données proviennent des 92 sociétés faisant APE qui ont publié leur rapport annuel 2024 avant le 15 octobre 2025. Elles étaient 90 entreprises en 2022 et 2023. La répartition des sociétés selon l'actionnariat est stable au sein du panel : la part des **sociétés familiales domine à 36%. Les investisseurs institutionnels sont présents dans 19%** de ces sociétés.
- La comparaison avec les benchmarks européens situe les standards de gouvernance nationaux par rapport aux standards européens et l'analyse des données historiques depuis 2022 permet de suivre la dynamique de transformation.

Composition et Fonctionnement des instances dirigeantes :

- **La taille moyenne des conseils, de 9,4 membres** en 2024, est en légère progression par rapport à 2022 (8,9 membres)
- **84% des conseils sont en structure moniste**, dont 20% dissocient les fonctions de Président et de Directeur Général. **La part des organes de gouvernance à fonctions dissociées**, incluant les conseils en structure duale à conseil de surveillance et directoire, **progresses de 27 à 36%**. Cette tendance favorable à un meilleur contrôle de l'exécutif se confirme également dans les entreprises familiales.
- Les conseils comportent en moyenne 2,5 comités; les comités d'audit sont généralisés; 17% des conseils sont dotés d'un comité RSE (8% en 2022).
- La diffusion des données de composition et de fonctionnement des instances dirigeantes continue de s'améliorer, en particulier sur la bio. et l'expérience des membres du conseil (41% vs 22% en 2022), le nombre de réunions (71% vs 30%), l'assiduité moyenne (57% vs 30%) et la composition du Comité Exécutif (23% vs 7%).
- **Le taux moyen d'indépendants dans les conseils atteint 23%**, en hausse de 3 points vs 2022; 91% des sociétés ont au moins un indépendant dans leur conseil, vs 87% en 2022.
- Le taux de cumul intra-panel du BM 92 est de 1,3, stable depuis 2022.
- **76% des comités d'Audit sont présidés par un membre indépendant**; 83% pour les sociétés cotées du panel.
- **La représentation des femmes dans les conseils a progressé de 8 pts en 2 ans pour atteindre 29%** sous l'impulsion de la loi; 9% des conseils sont présidés par une femme; les femmes sont plus de **2 fois plus indépendantes que leurs homologues masculins aux conseils, soit 34% vs 16%**. Les femmes ont autant de chance que les hommes de faire partie d'un comité (63% vs 65%) ou d'en présider un (20%).
- **Les conseils se sont réunis 4,6 fois en 2024**, en légère progression. **L'assiduité moyenne reste stable à 94%**.
- **Une évaluation effective ou en cours du conseil est mentionnée par 18% du conseil** dans leur rapport annuel 2024. Cette bonne pratique de gouvernance en progression au sein du panel : 2% seulement des conseils en avaient fait mention en 2022.

Executive summary

Diffusion des données RSE

- Pour le reporting ESG, **52% des sociétés** ont fait référence à la circulaire **AMMC**, **55% au moins à un référentiel international**; **26%** des sociétés du BM 92 **sont labélisés CGEM** en 2024.
- **26% des sociétés** ont communiqué un objectif quantitatif de **réduction des émissions de gaz à effet de serre en 2024**, en progression par rapport à 2023. Elles sont plus de 50% à avoir communiqué des résultats de leurs engagements environnementaux avec un ou plusieurs indicateurs quantitatifs sur l'ensemble du périmètre du reporting. 58% des sociétés ont fait une analyse de matérialité et l'ont communiquée.
- La plupart des sociétés ont publié des indicateurs liés à leur engagement sociétal et RH, dont 46% sur le partage de la valeur, 91% sur la répartition de l'effectif par genre, 75% sur les accidents du travail, 73% sur les jours de grève et 60% sur la formation. La communication pourrait être plus précise en revanche sur le turnover, l'évaluation des salariés et le % de PSH dans l'effectif.

Pistes d'amélioration :

- **Améliorer** la diffusion des données relatives à l'**âge**, la **nationalité**, la **cartographie des compétences** des membres du conseil ainsi qu'aux **mandats et fonctions détenus / exercés** par les membres du conseil. Une présentation plus lisible des données, distinguant **les mandats groupe/hors groupe et société cotée / non cotée**, permettrait de mieux suivre **le cumul de mandats** dans sa globalité.

- Concernant **les jetons de présence** attribués aux membres du conseil, communiqués dans 70% des cas, il serait pertinent de compléter l'information par **le nombre de bénéficiaires**, afin de pouvoir apprécier **la rémunération individuelle** moyenne ou médiane et son évolution dans le temps. Une seconde étape pourrait être de communiquer directement la politique de rémunération ou la règle d'attribution de l'enveloppe globale des jetons de présence.
- Pour **les activités des conseils**, **14%** des sociétés font mention d'une **session dédiée à la stratégie** et **23%** font état d'une discussion sur la cartographie des risques. Il serait intéressant **d'inclure également les thèmes liés à l'IA et à la cybersécurité, ainsi qu'à l'innovation**.
- Communiquer **la composition du Comex**, afin d'évaluer l'évolution de la diversité au sein de l'instance dirigeante exécutive.
- Enfin pour les données RSE, à l'image de ce que pratiquent déjà la majorité des sociétés sur un ou plusieurs indicateurs, il serait judicieux d'associer à la description des politiques et actions des indicateurs quantitatifs d'objectifs et de résultats, couvrant si possible l'ensemble du périmètre du reporting.
- En matière de gouvernance des actions climat, Il est également recommandé de fixer des objectifs à moyen et long terme avec des engagements types SBTi.



01 Périmètre et caractéristique du panel

02 Structure de Gouvernance

03 Composition et diversité des instances dirigeantes

04 Fonctionnement et rémunération

05 Composition et fonctionnement des Comités

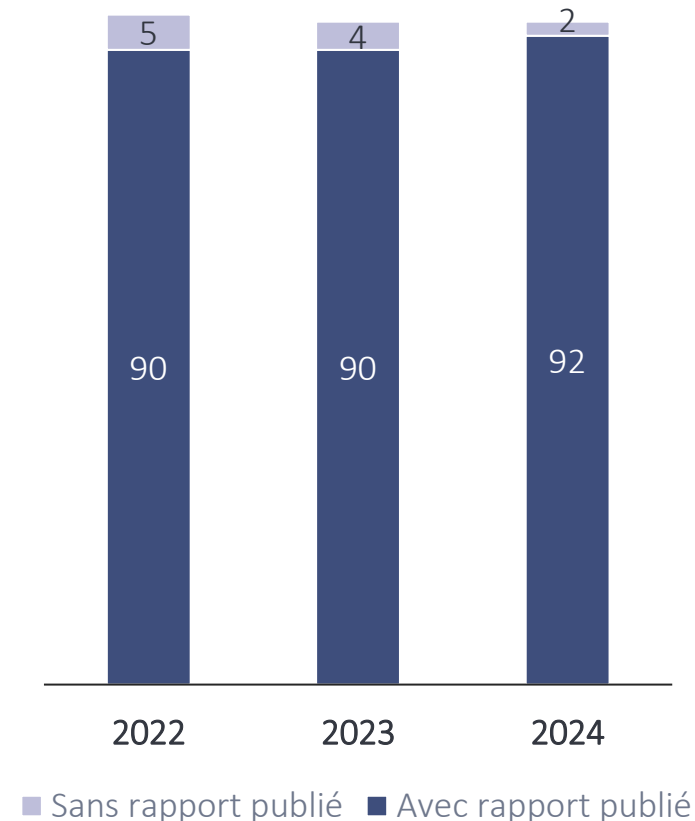
06 Gouvernance responsable



01 Périmètre et caractéristique du panel

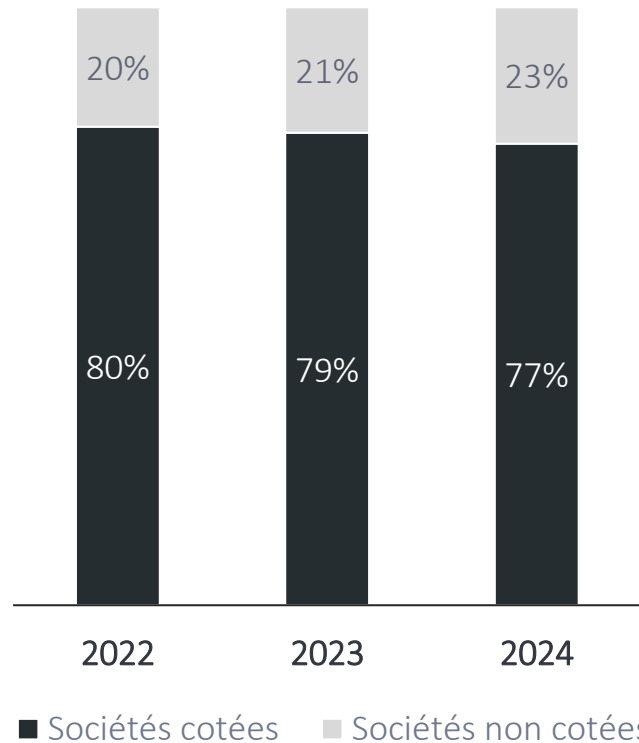
Le Baromètre analyse les 92 entreprises marocaines faisant APE, sur la base des données publiées¹⁾ au titre de l'exercice 2024

Périmètre de l'étude [# d'entreprises, 2022-2024]



Méthodologie

- Collecte et mise à jour des données 2024²⁾ :
 - Plus de 100 points de données par entreprise
 - Analyses menées conjointement par les 5 parties prenantes
- Évaluation des pratiques de gouvernance par rapport à :
 - la Conformité aux lois et aux codes de Gouvernance en vigueur,
 - les pratiques volontaires de Gouvernance Responsable,
 - l'effort de transparence et de diffusion d'informations des sociétés,
 - l'évolution depuis 2022,
 - les benchmarks européens.

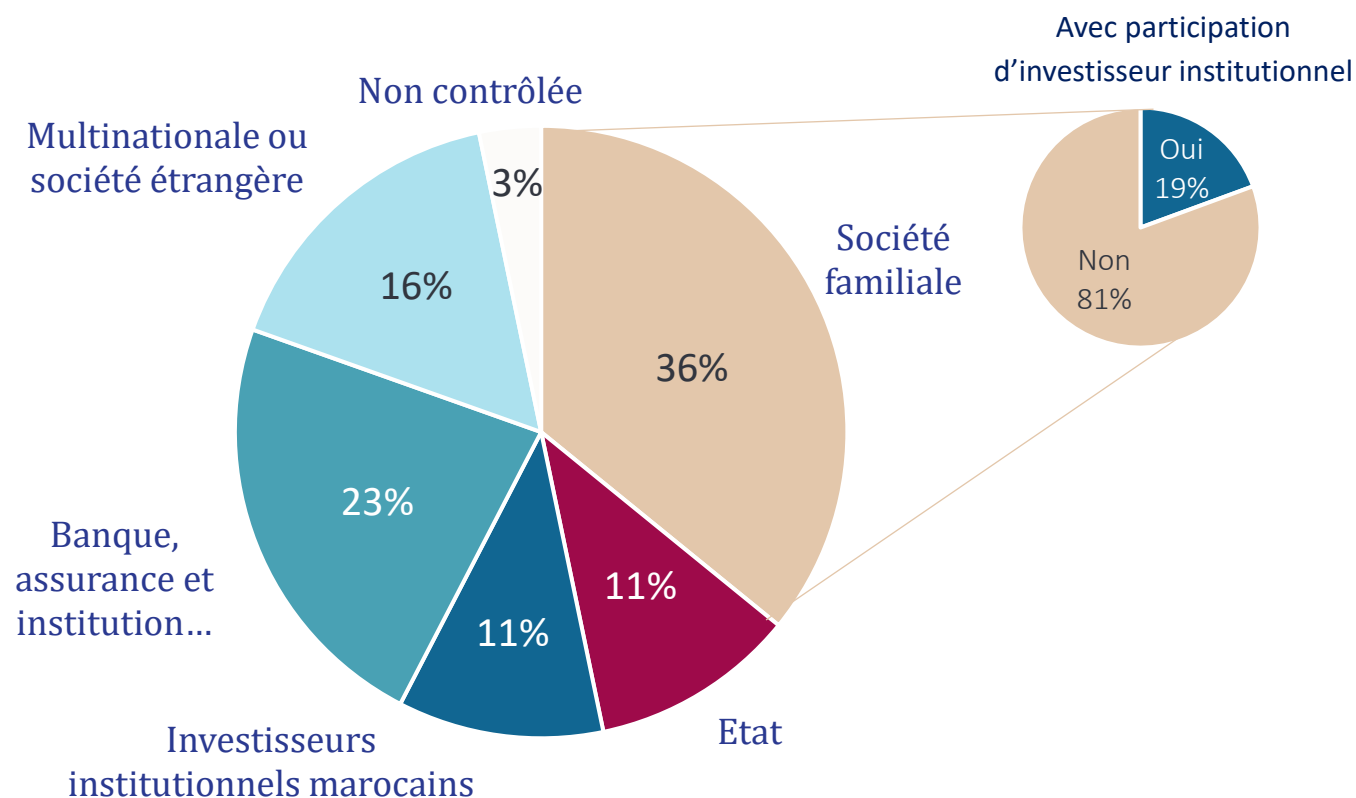


1) En date du 15 octobre 2025; 2) A partir des rapports annuels 2024 des sociétés, complétés si besoin par les sites officiels des entreprises ou celui de l'AMMC

36% des sociétés du BM 92 sont contrôlées par des actionnariats familiaux

Répartition du BM 92 par les caractéristiques capitalistiques¹⁾

[% d'entreprises, 2024]



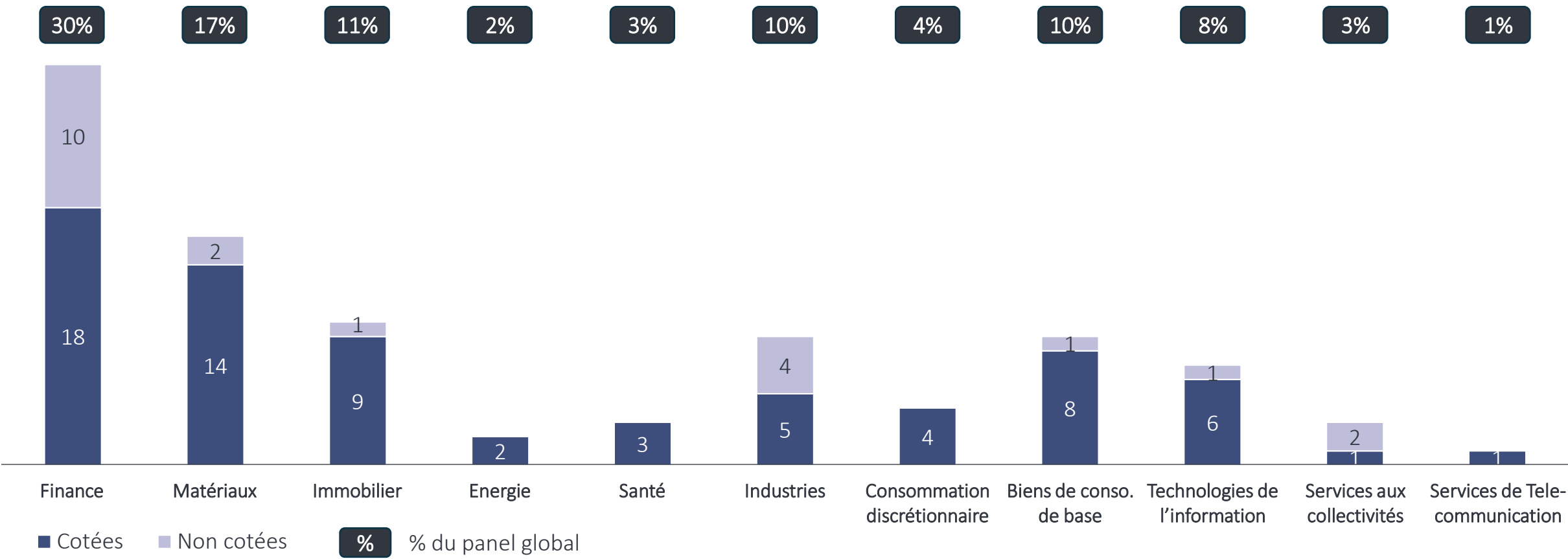
Commentaires

- 36% des sociétés du BM 92 sont contrôlées par des **actionnariats familiaux**.
- L'**Etat marocain** détient une participation de contrôle dans **11%** des sociétés.
- En dehors des sociétés familiales et celles contrôlées par l'Etat, les **banques, assurances & institutions financières** constituent l'actionnaire principal de **23%** des entreprises, suivies par les **multinationales / sociétés étrangères (16%)** et les **investisseurs institutionnels marocains (11%)**.
- Les **investisseurs institutionnels** sont présents dans **19%** des sociétés à contrôle familial.

1) Il y a contrôle lorsqu'il y a majorité des droits de vote ou influence dominante

Les sociétés du secteur financier sont les plus représentées au sein du panel (30% des entreprises)

Répartition sectorielle des sociétés selon la classification GICS [# d'entreprises, 2024]

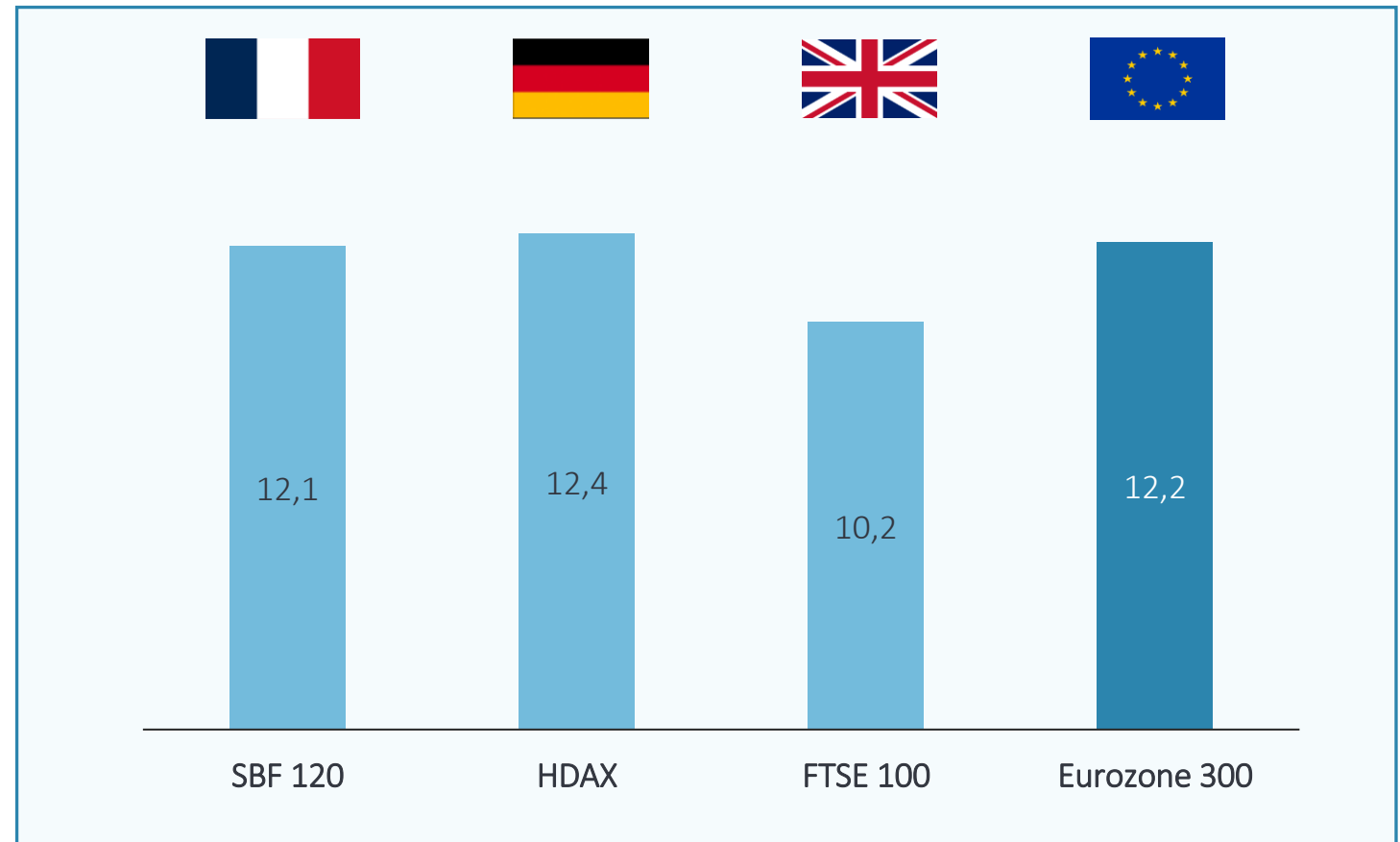
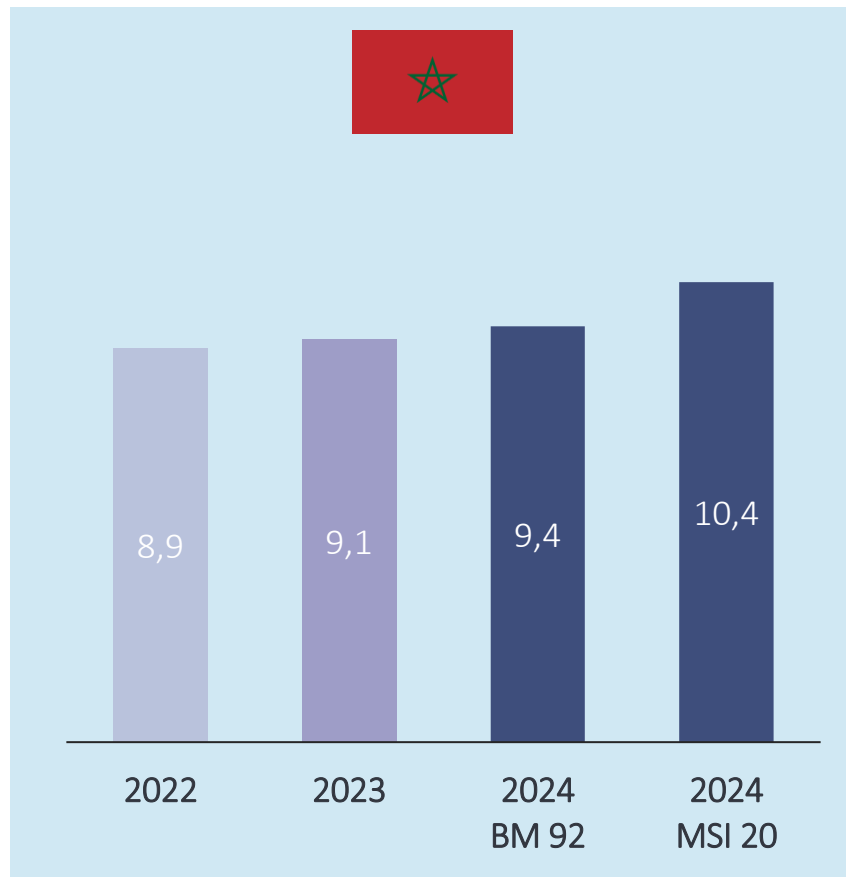




02 Structure de Gouvernance

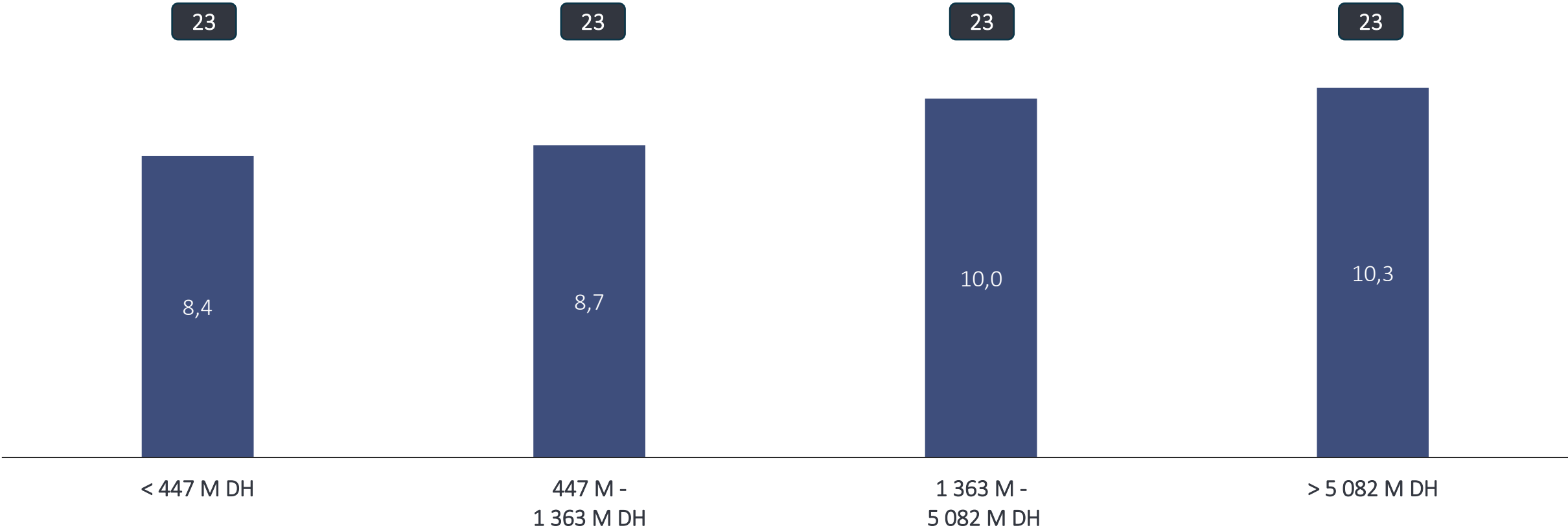
La taille moyenne des conseils du BM 92 s'établit à 9,4 membres, en évolution et se rapproche de la moyenne des indices européens

Taille moyenne du Conseil et comparaison avec les indices européens [# moyen de membres]



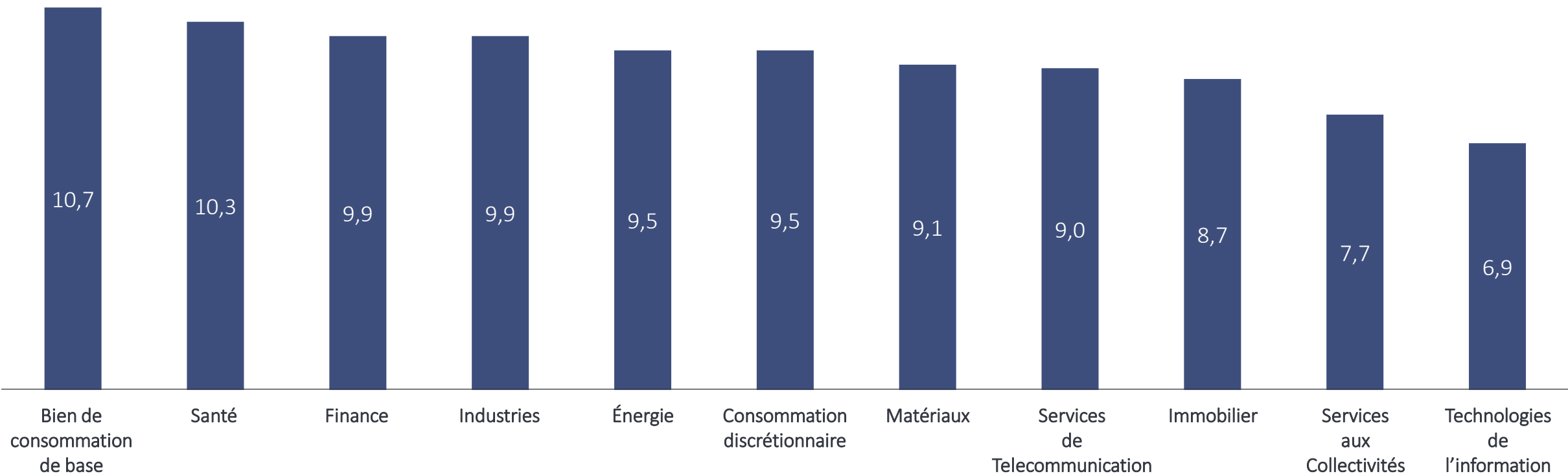
La taille moyenne du conseil varie en fonction du niveau de chiffre d'affaires des entreprises

Taille moyenne du Conseil en fonction du chiffre d'affaires [# nombre moyen de membres du conseil, 2024]



La taille moyenne du conseil varie en fonction du secteur d'activités des entreprises

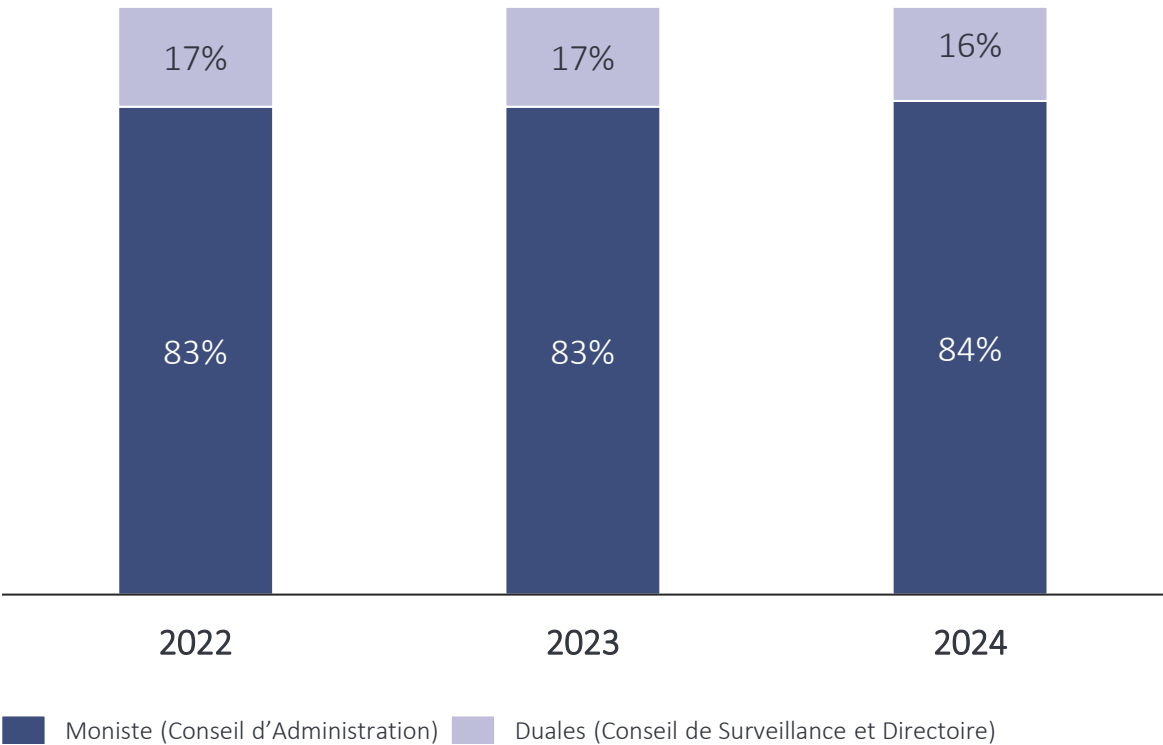
Taille moyenne du Conseil en fonction du secteur d'activité [# nombre moyen de membres du conseil, 2024]



Les entreprises évoluent vers une dissociation des fonctions de Président et de Directeur Général, avec une hausse de 9 points par rapport à 2022

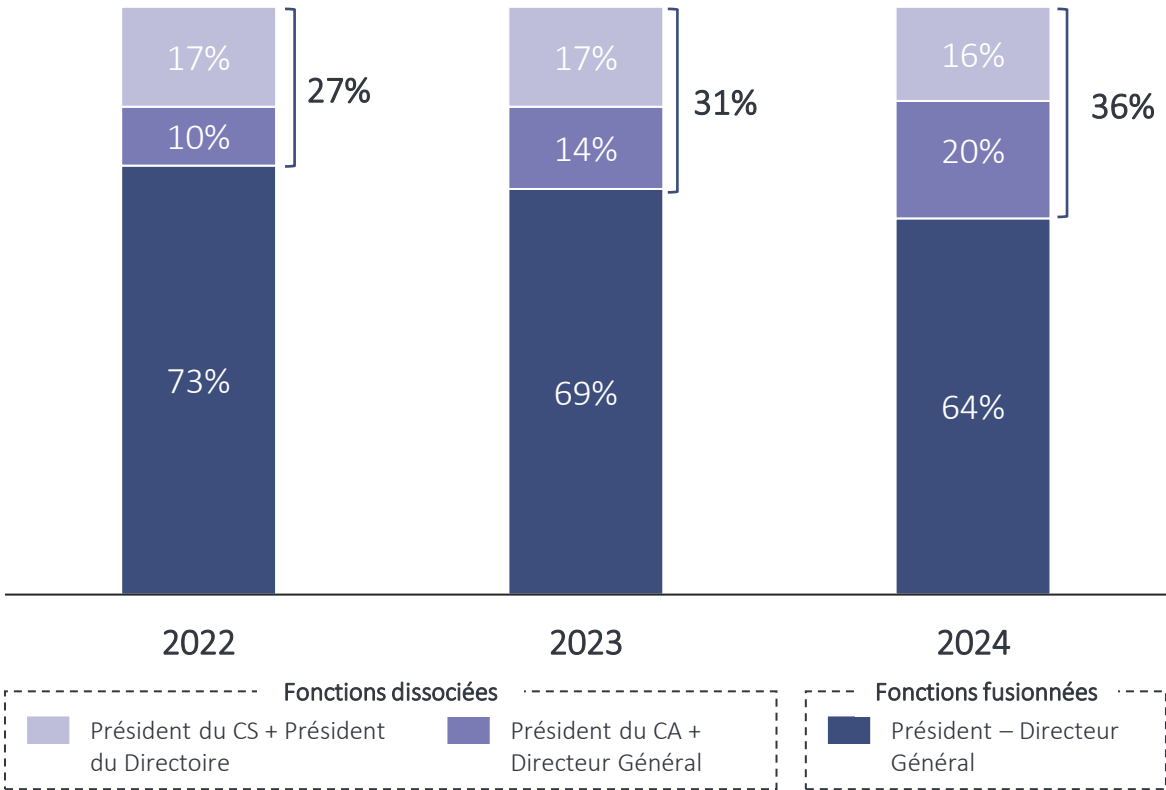
Type de structure (moniste vs. duales)

[% des entreprises, 2022-2024]



Fonctions dissociées vs. Fusionnées

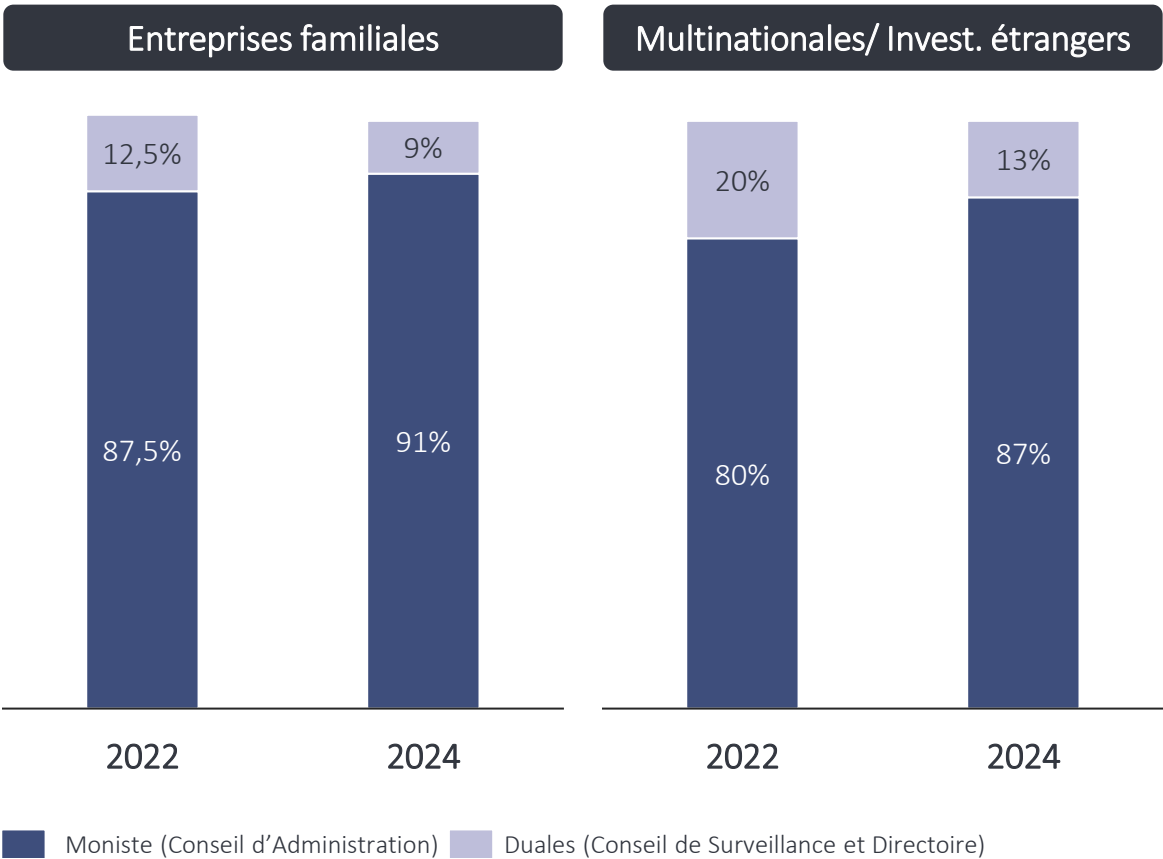
[% des entreprises, 2022-2024]



Les entreprises familiales présentent une proportion plus élevée de PDG; celles contrôlées par des multinationales / investisseurs étrangers privilégient la dissociation des fonctions

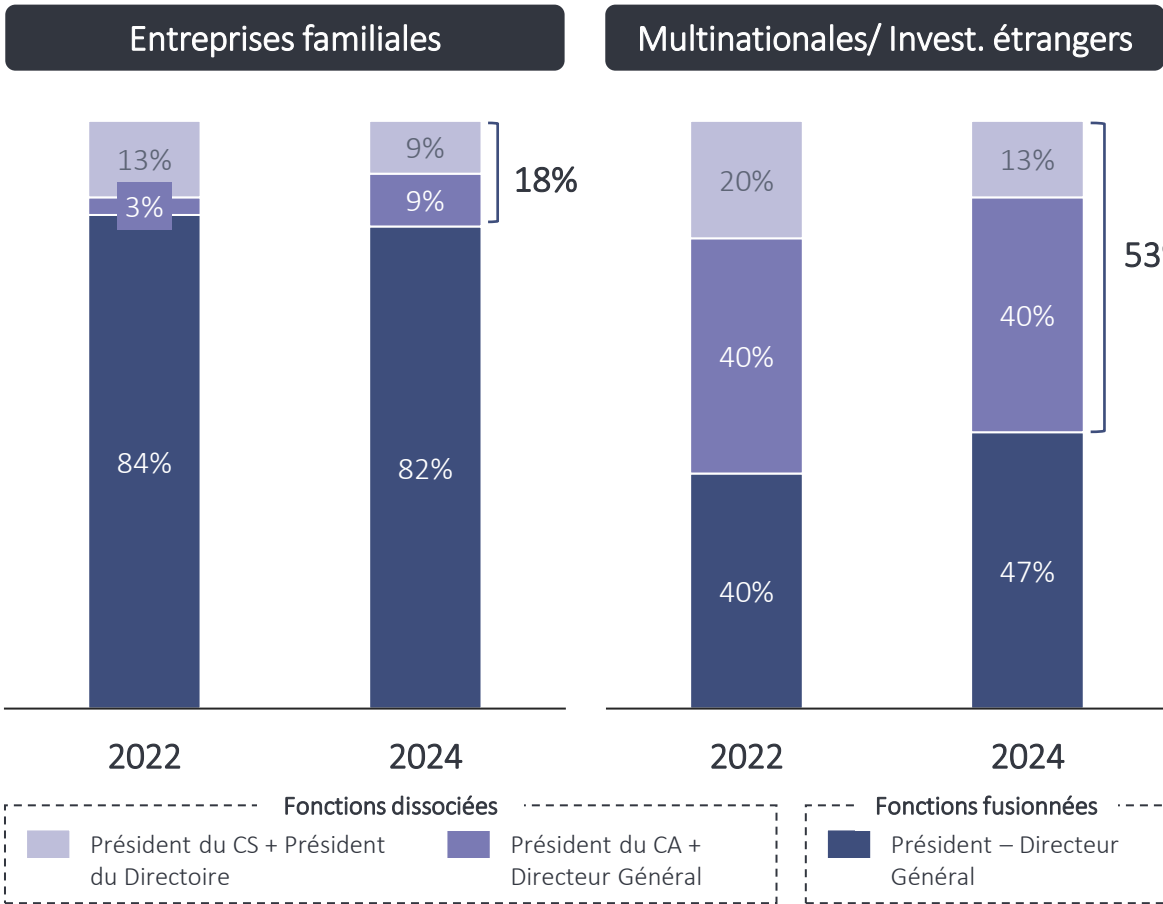
Type de structure (moniste vs. duales)

[% des entreprises, 2022-2024]



Fonctions dissociées vs. Fusionnées

[% des entreprises, 2022-2024]



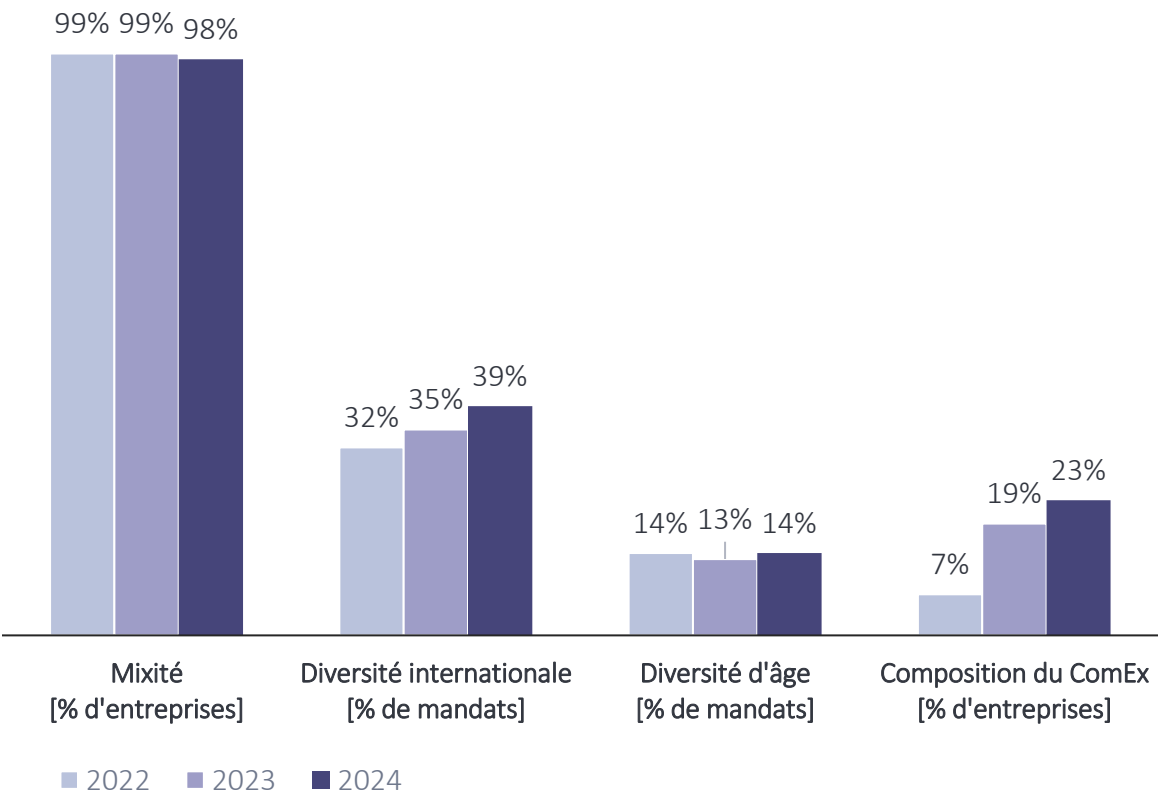


03 Composition et diversité des instances dirigeantes

La diffusion des données relatives à la composition du conseil, du comex et des comités du Conseil progresse mais demeure partielle

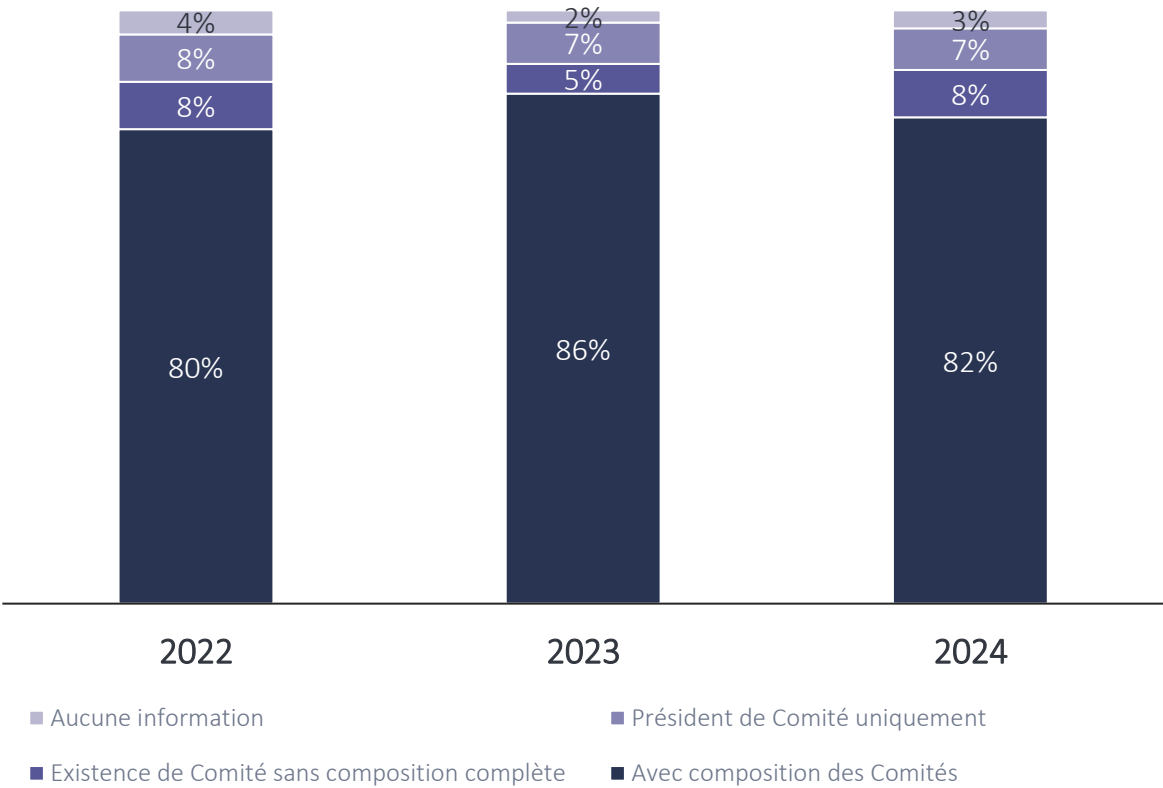
Part des sociétés ayant diffusé des données

[% des entreprises, 2022-2024]



Composition des comités de Conseil

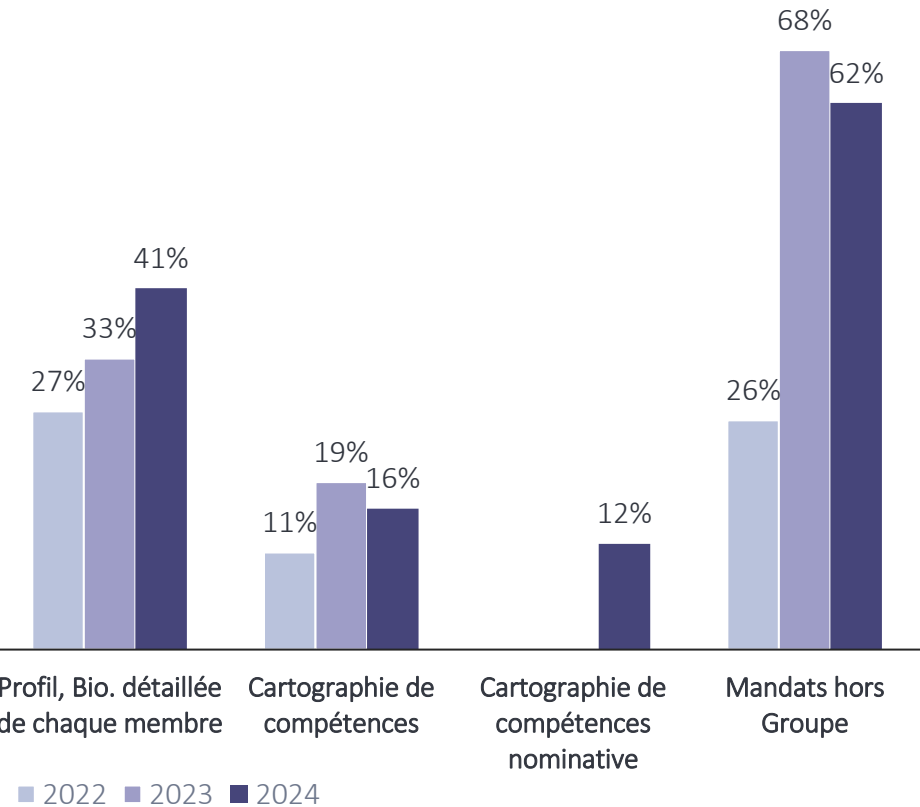
[# d'entreprises, 2022-2024]



La diffusion des données relatives aux profils, compétences et mandats des membres de Conseil mérite d’être renforcée

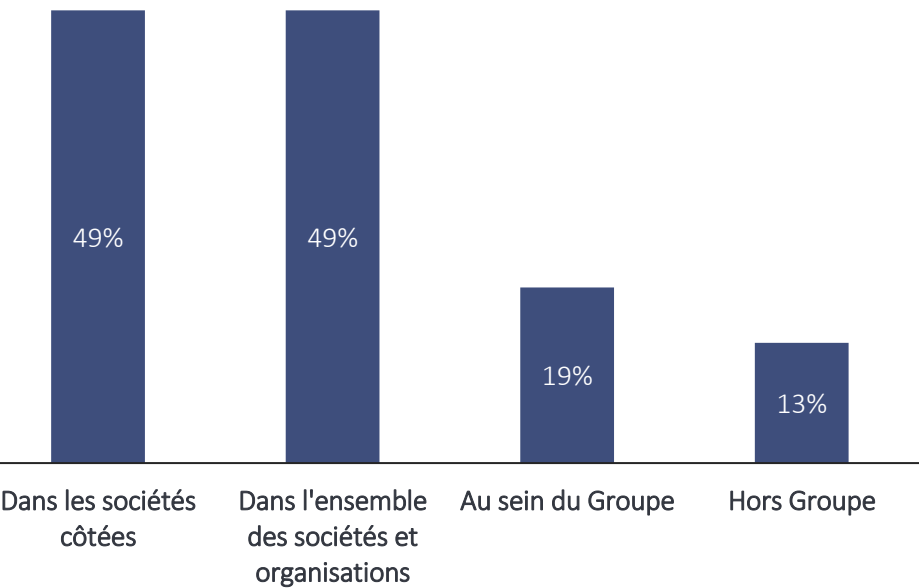
Part des sociétés ayant diffusé des données

[% des entreprises, 2022-2024]



Communication sur le cumul de mandats

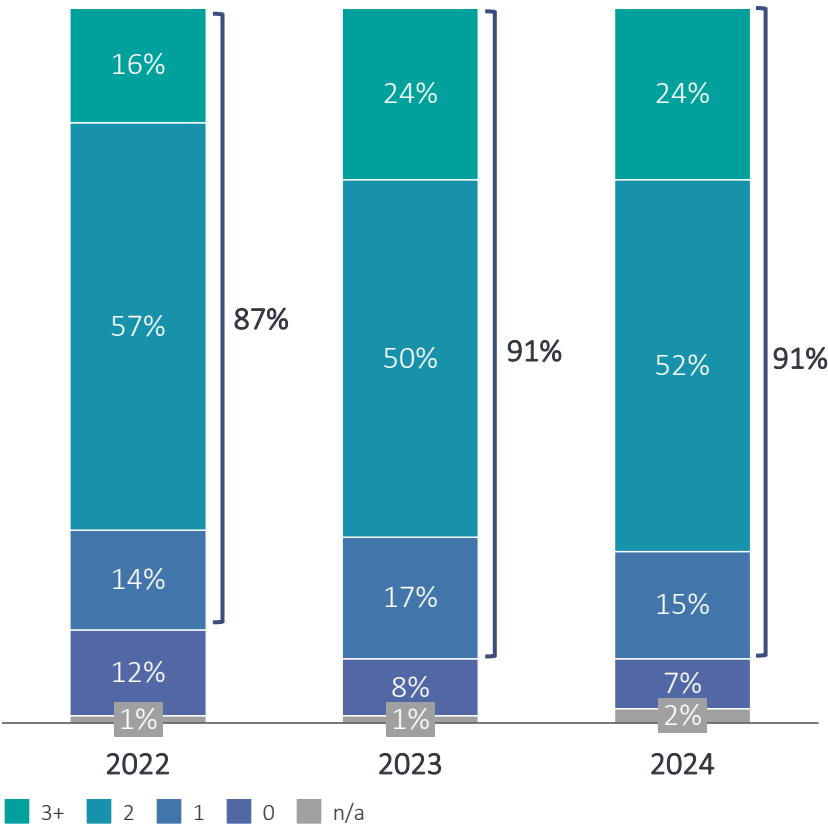
[% de membres uniques, 2024]



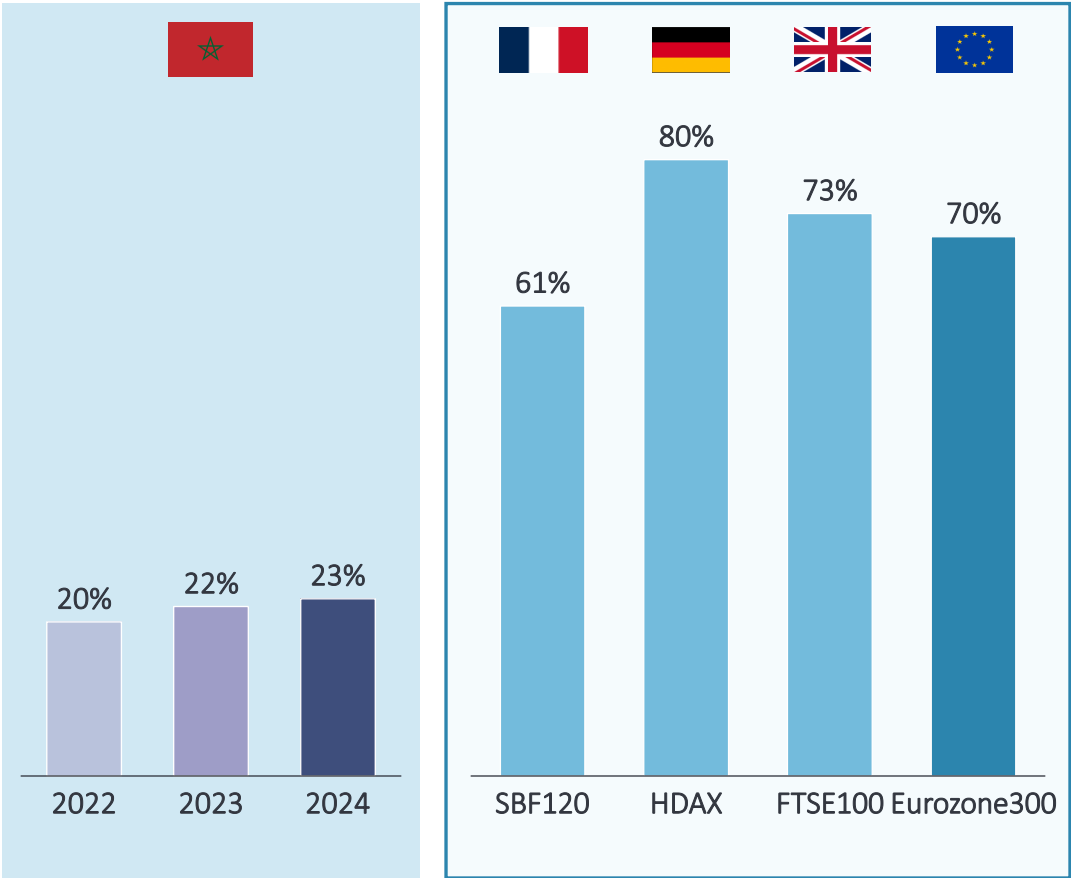
Dans le rapport de Gestion, il convient de **présenter de manière claire et structurée** les mandats et fonctions détenus et/ou exercés par les membres du conseil, en distinguant ceux **au sein et en dehors du Groupe** ainsi que ceux **dans des sociétés cotées / dans des sociétés ou organisations non cotées**

Le taux d'indépendants dans les conseils progresse mais reste inférieur au benchmark européen

Répartition des sociétés par # d'indép.
[% des entreprises, 2022-2024]



Benchmark avec indices européens
[% d'indépendance, 2024]

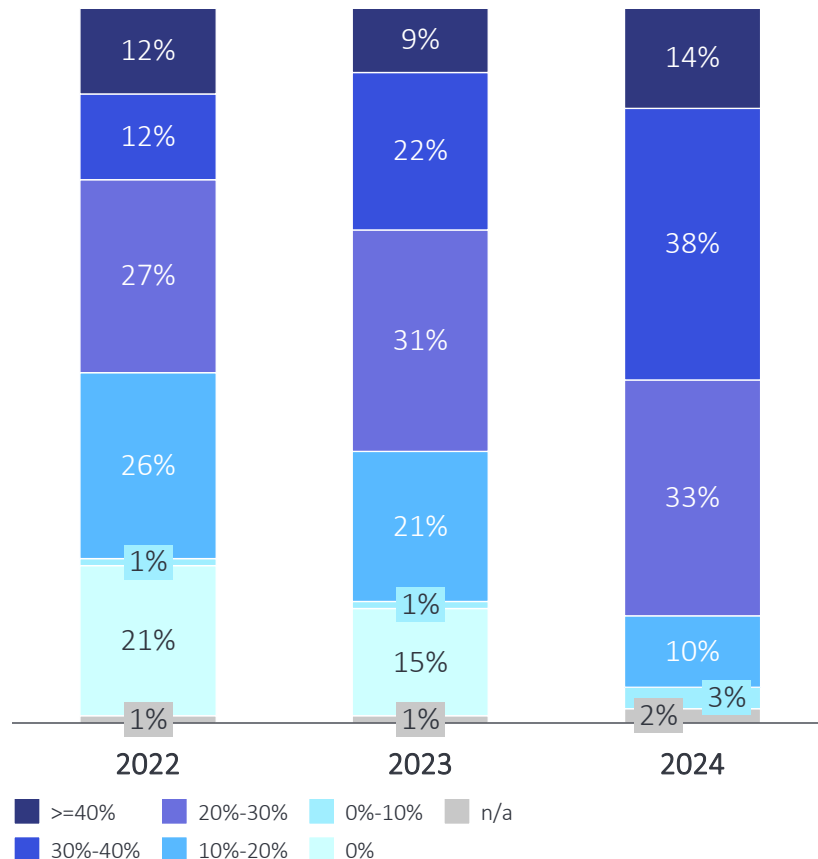


- La nomination d'administrateur(s) indépendant(s) est **obligatoire** pour les sociétés cotées en Bourse sans dépasser 1/3 des membres du CA.¹⁾
- Pour les sociétés faisant APE, la présence d'au moins **un administrateur indépendant** est requise, dans la limite du 1/3 du nombre total de membres du conseil.
- A titre de comparaison, **en Europe, le taux d'indépendants** recommandé est généralement **supérieur à 50%** sauf pour les entreprises contrôlées où un seuil d'au moins 1/3 peut être admis (par exemple en France)

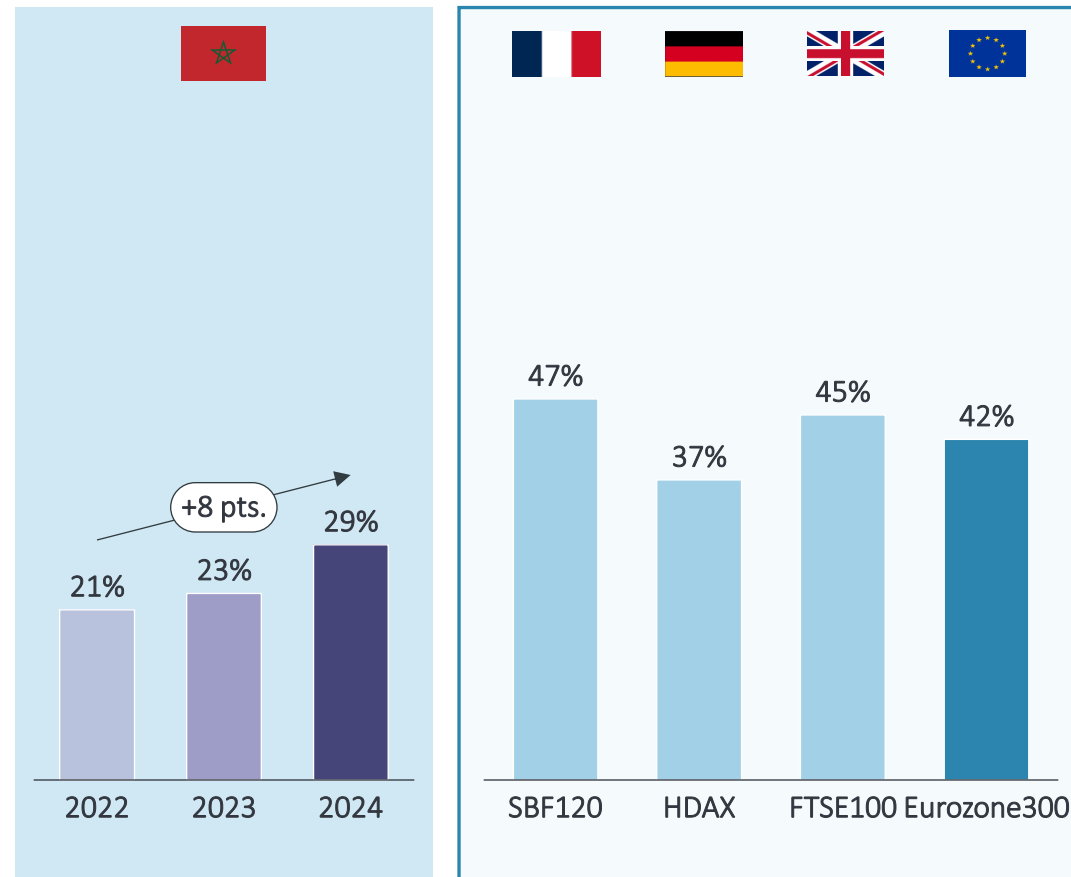
1) Loi n° 17-15 relative aux sociétés anonymes telle que modifiée et complétée par les lois 78-12 sur les SA en 2015 et 20-19 en 2019

La loi sur l'équilibre des genres a donné une forte impulsion à la féminisation des conseils, dont le taux a progressé de 8 points en 2 ans

Répartition par taux de féminisation des Conseils [% des entreprises, 2022-2024]



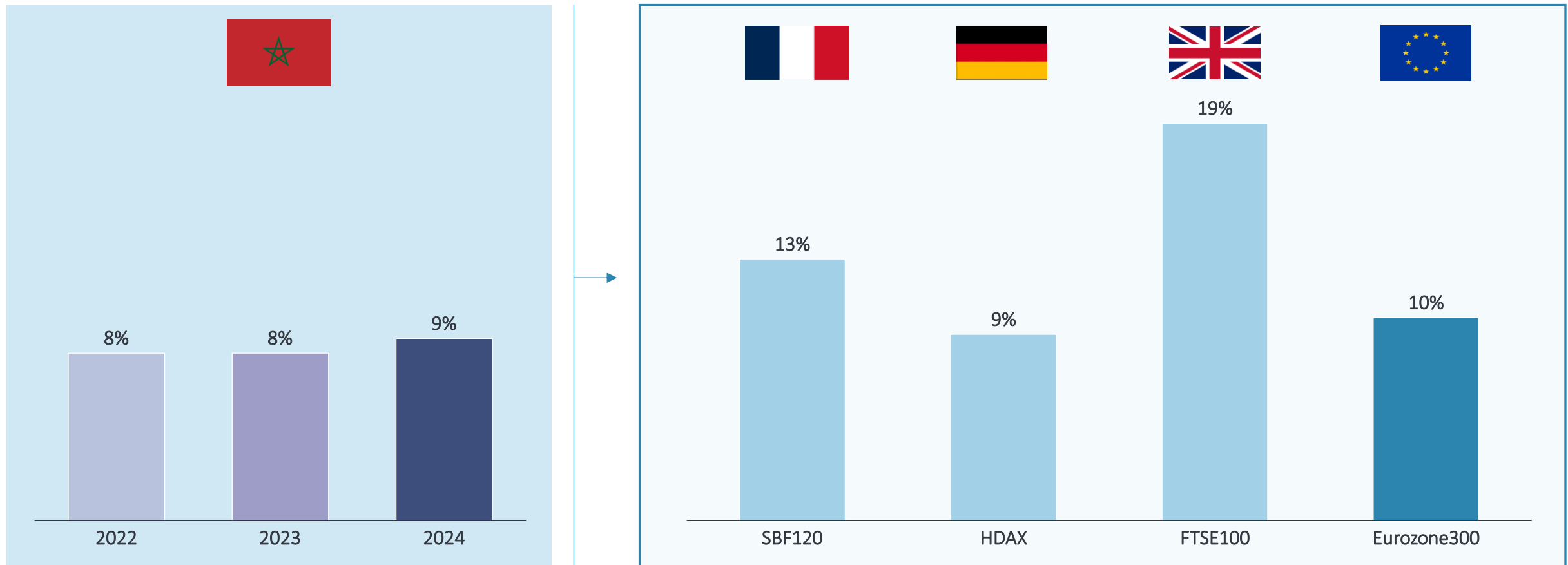
Benchmark avec indices européens [% d'indépendance, 2024]



- Loi du 31 juillet 2021 sur la mixité dans les Conseils de Sociétés Anonymes faisant Appel Public à l'Epargne (APE) fixe des objectifs de représentation féminine de :
 - 30% à horizon 2024
 - 40% à horizon 2027

9% des Conseils du BM92 sont présidés par une femme, un niveau proche des Benchmarks européens

Comparaison du % de Présidentes¹⁾ avec les indices de référence européens [% de Présidente dans les Conseils]



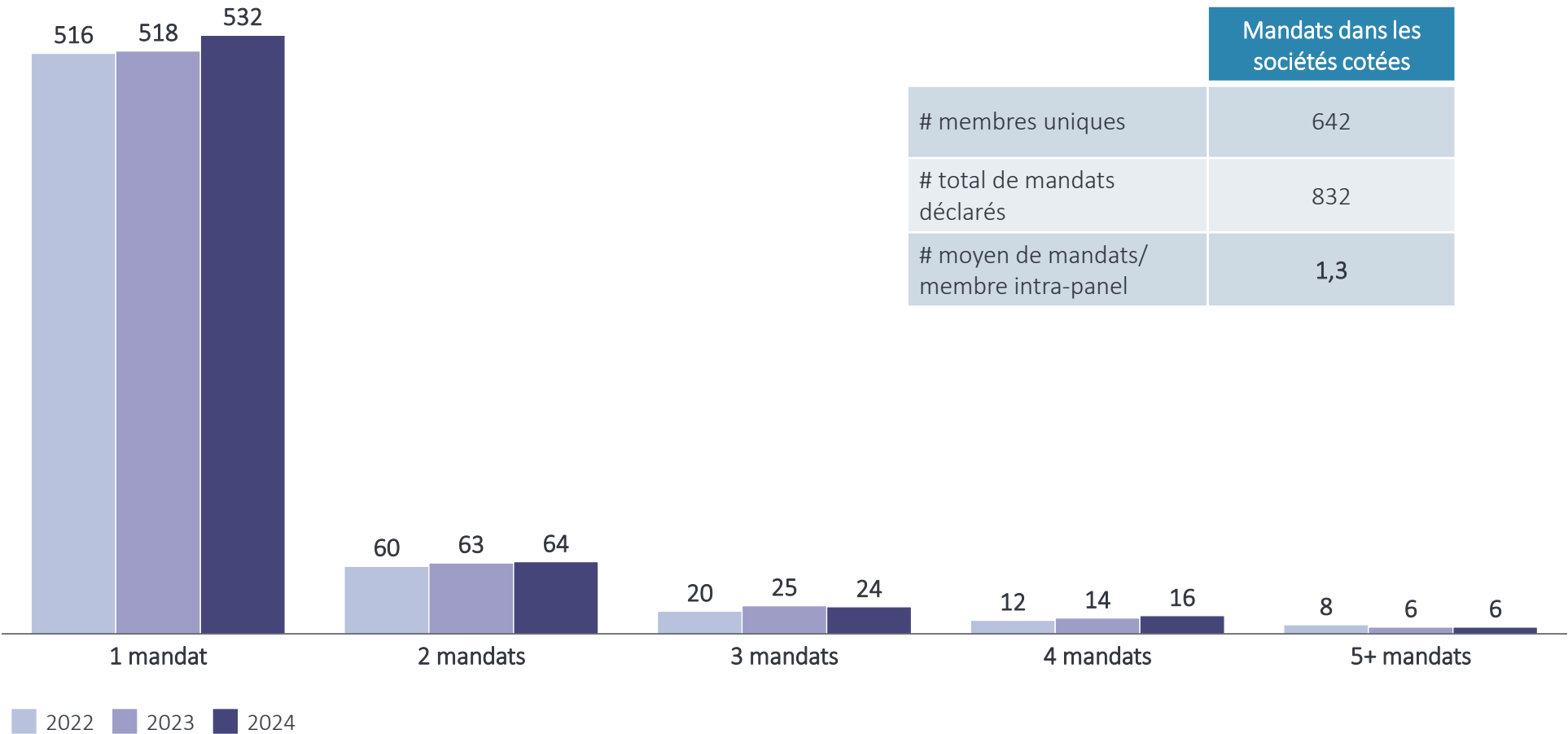
1) Conseils présidés par une femme dans le Maroc 92 au 31.12.2024 : AFRIC INDUSTRIES, BALIMA, BCP, IMMORENTE, MAROC LEASING, MAROC TELECOM, SNEP, SOTHEMA

CGEM, AMMC, Bourse de Casablanca, APE, Ethics & Boards – Octobre 2025

Le cumul de mandats intra-panel du BM 92 est stable et faible, avec une moyenne de 1,3 mandat par membre du conseil

Répartition des membres (uniques) selon le nombre de mandats dans les Conseils du BM92

[# de membres, 2022-2024]



	Mandats dans les sociétés cotées
# membres uniques	642
# total de mandats déclarés	832
# moyen de mandats/membre intra-panel	1,3



- Le nombre moyen de mandats dans le panel BM92 s'élève à **1,3** pour un total de **832 mandats** répartis entre **642 membres de conseil uniques**.
- Afin de renforcer la **transparence**, il est recommandé que le rapport de gestion présente de manière claire et détaillée l'ensemble des **mandats et fonctions** détenus et/ou exercés par les membres du conseil, en distinguant :
 - ceux au sein et en dehors du groupe
 - ainsi que ceux dans les sociétés cotées / dans les sociétés ou organisations non cotées

Les femmes membres du conseil présentent un taux d'indépendance 2 fois plus élevé (34%) que celui de leurs homologues masculins (16%)

Portrait-robot d'un membre de Conseil

	 Femmes (184)		Tout genre	 Hommes (458)	
	# mandats	% ¹⁾	% ²⁾	# mandats	% ³⁾
Président de conseil	8	3%	11%	84	14%
Indépendance	83	34%	23%	93	16%
Taux d'extra-nationaux ¹⁾	24	10%	9%	47	8%
Ratio de cumul intra-Panel		1,3	1,3		1,3
Membre de comité	152	63%	64%	383	65%
Président de comité	48	20%	20%	119	20%

1) Total : 242 mandats ; 2) Total : 832 mandats; 3) Total : 590 mandats; 4) Les personnes dont la nationalité n'est pas communiquée sont considérées par défaut comme marocaines

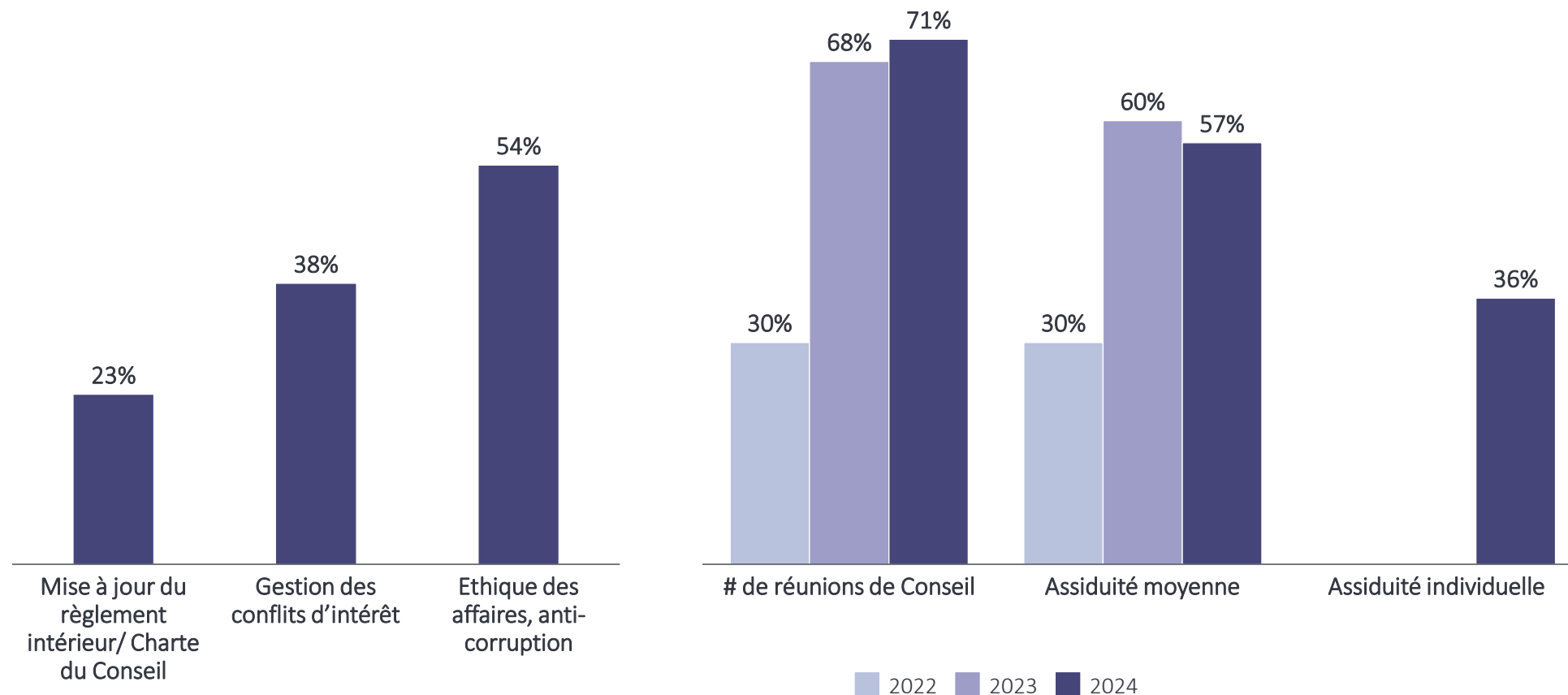


04 Fonctionnement et rémunération

Transparence et diffusion des données relative au fonctionnement du Conseil (1/2)

Part des sociétés ayant diffusé des données

[% d'entreprises, 2022-2024]

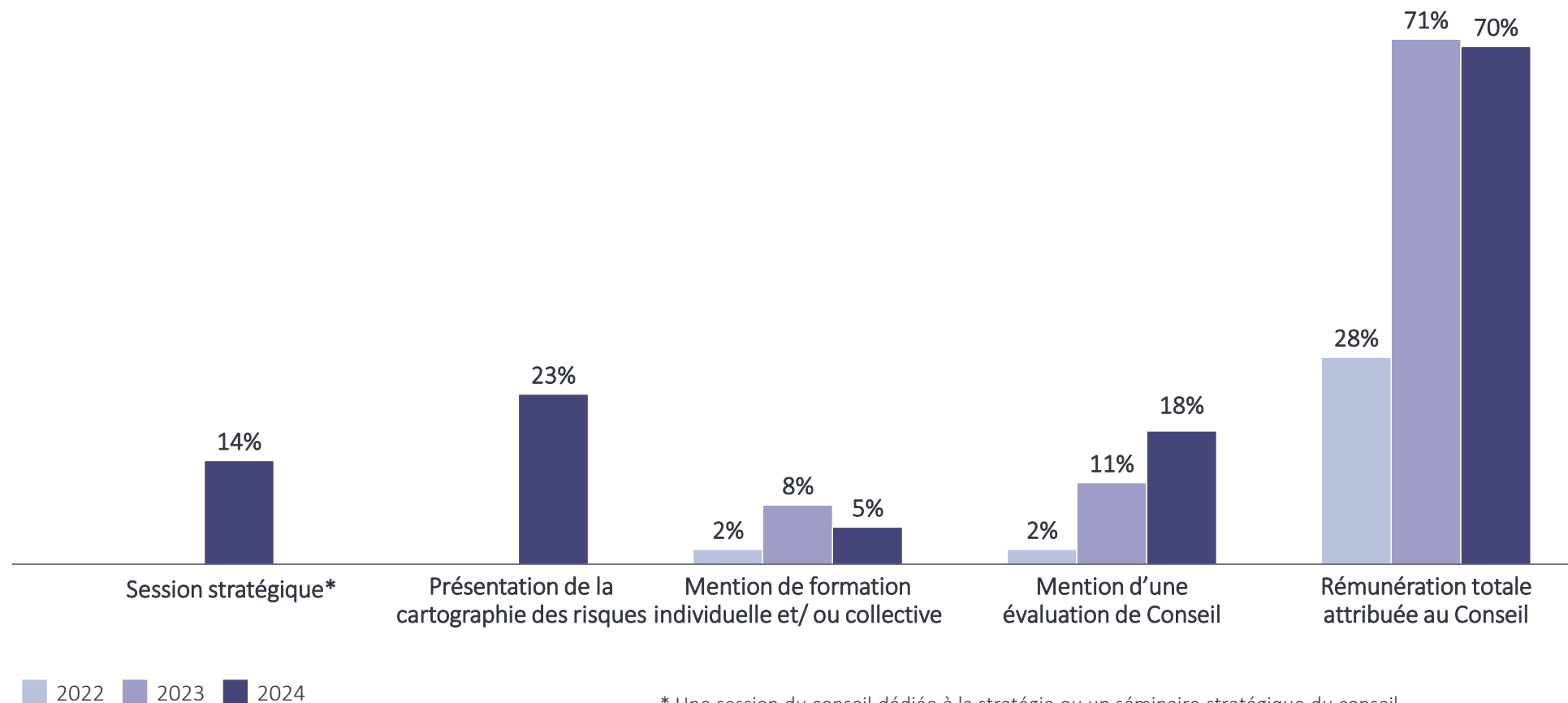


- Dans le rapport ESG, il convient de communiquer de manière claire sur l'assiduité moyenne et individuelle

Transparence et diffusion des données relative au fonctionnement du Conseil (2/2)

Part des sociétés ayant diffusé des données

[% d'entreprises, 2022-2024]



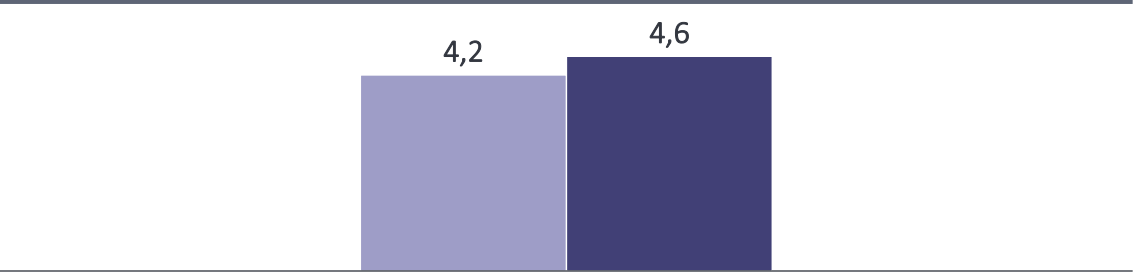
* Une session du conseil dédiée à la stratégie ou un séminaire stratégique du conseil



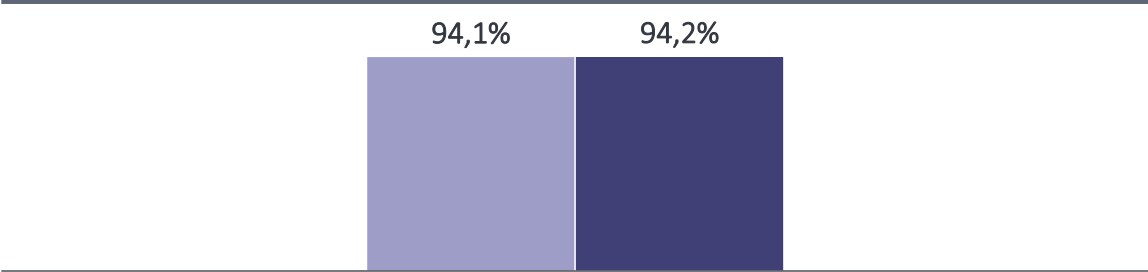
- En 2024, 19 émetteurs, ont communiqué sur la mise en place d'un processus d'évaluation du Conseil, dont 17 (18%) ont fait mention d'une évaluation de conseil effective ou en cours en 2024.
- En Europe, les codes de gouvernance recommandent en général une auto-évaluation annuelle du conseil et une évaluation externe tous les 3 ans.
- Les conseils pourraient inclure également les thèmes IA, Cybersécurité et innovation dans l'agenda du conseil.

Les conseils se sont réunis 4,6 fois en 2024 avec une assiduité moyenne de plus de 94%

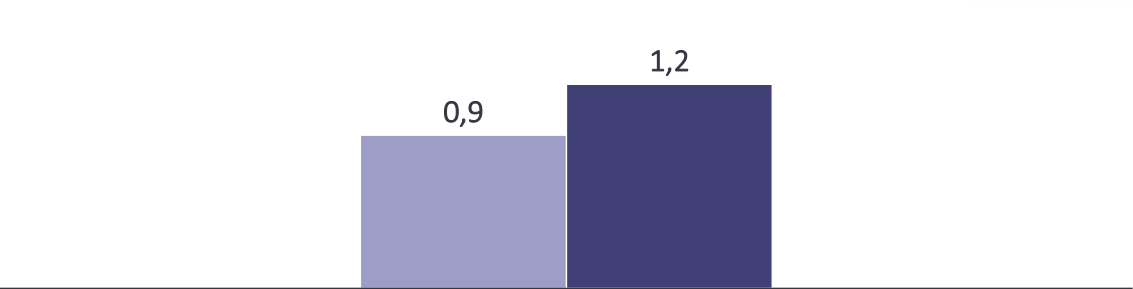
de réunions du Conseil



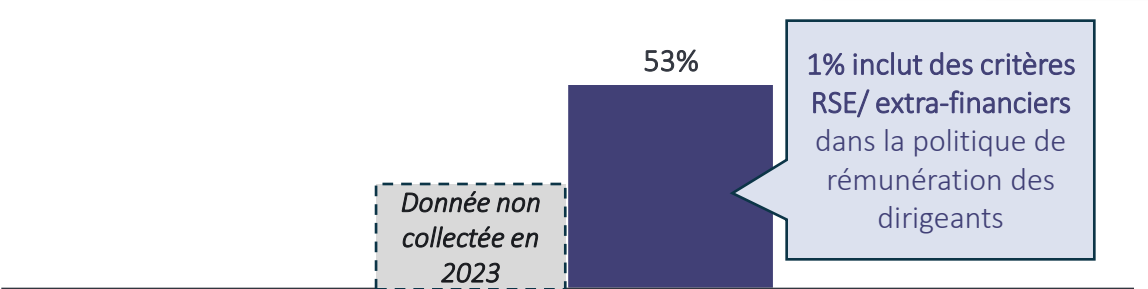
Assiduité moyenne aux réunions



Jetons de présence médians¹⁾
[M DH]



Communication de la rémunération des dirigeants exéc.
[% des sociétés, 2024]



BM90 2023 BM92 2024

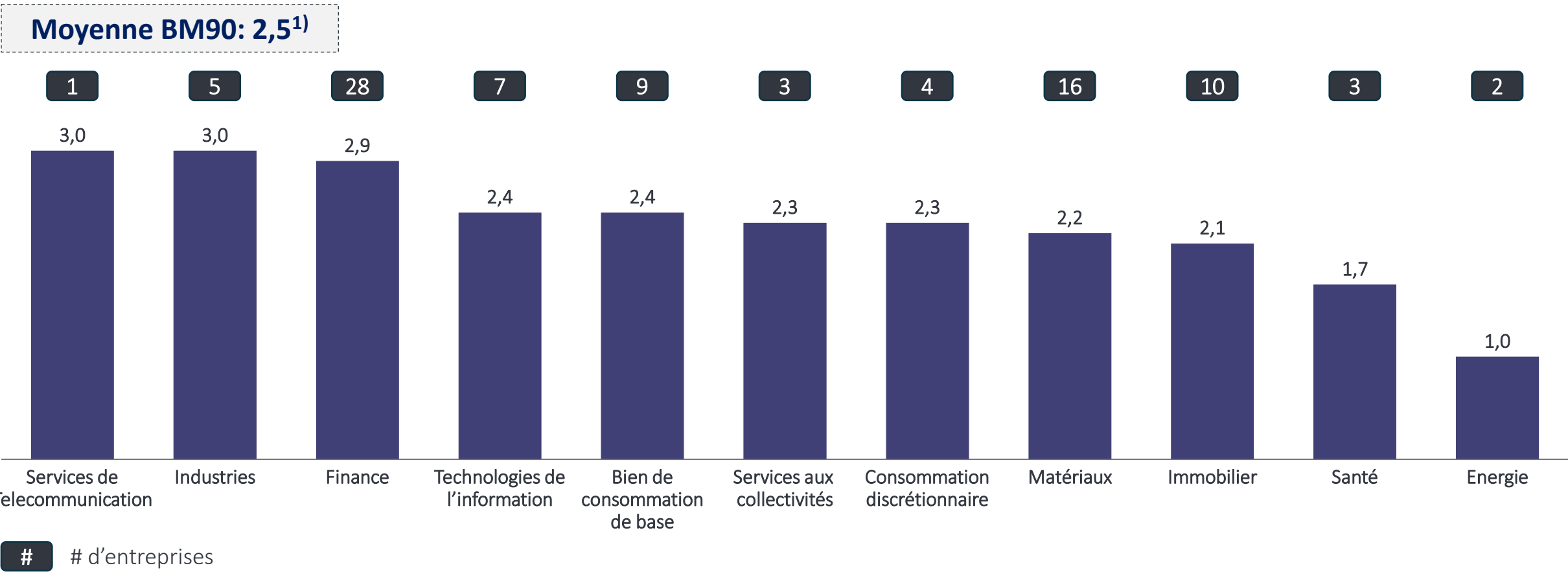
1) Valeur médiane : valeur qui divise les valeurs des sociétés en deux groupes égaux



05 Composition et fonctionnement des Comités

Les conseils du BM92 disposent en moyenne de 2,5 Comités spécialisés

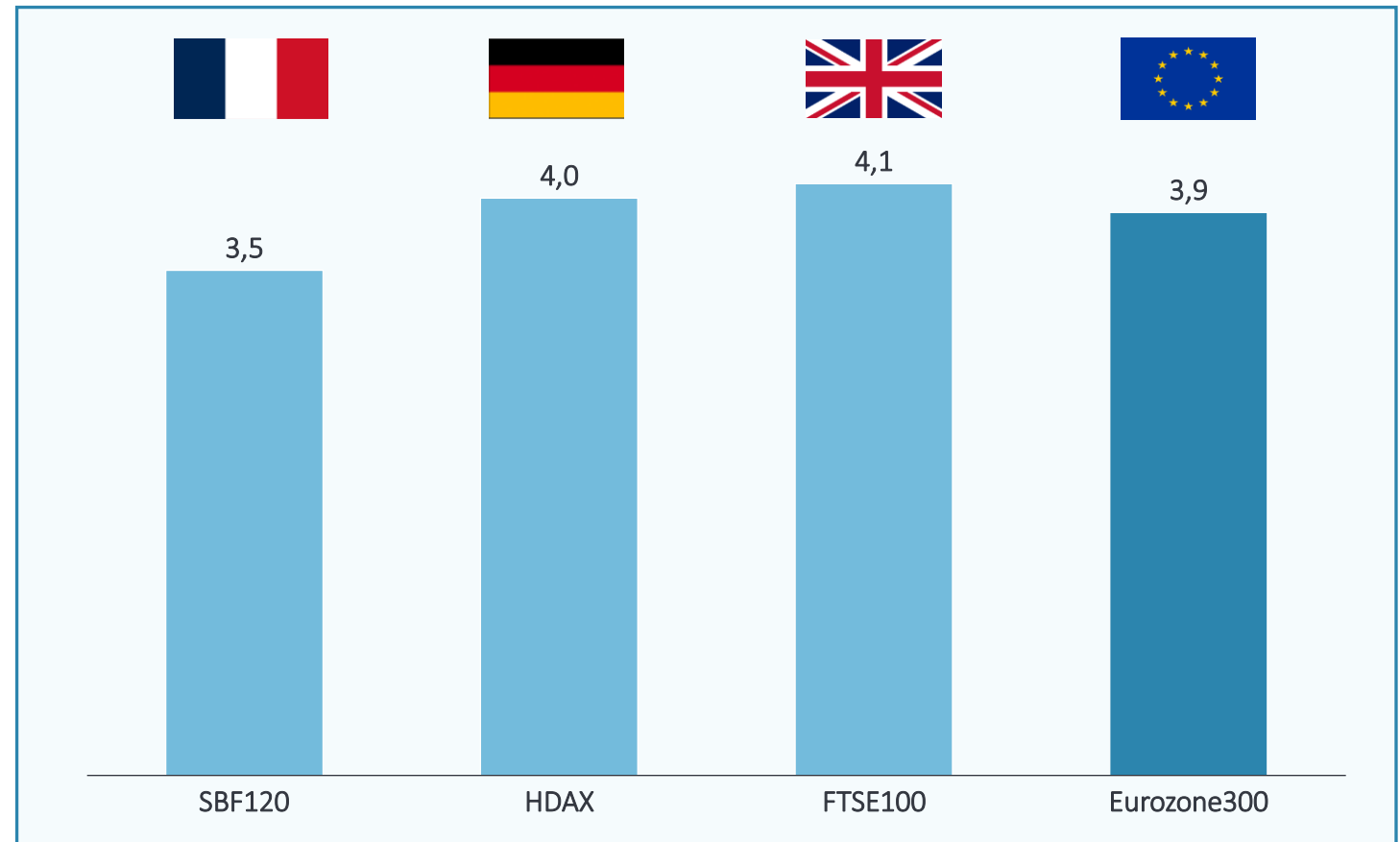
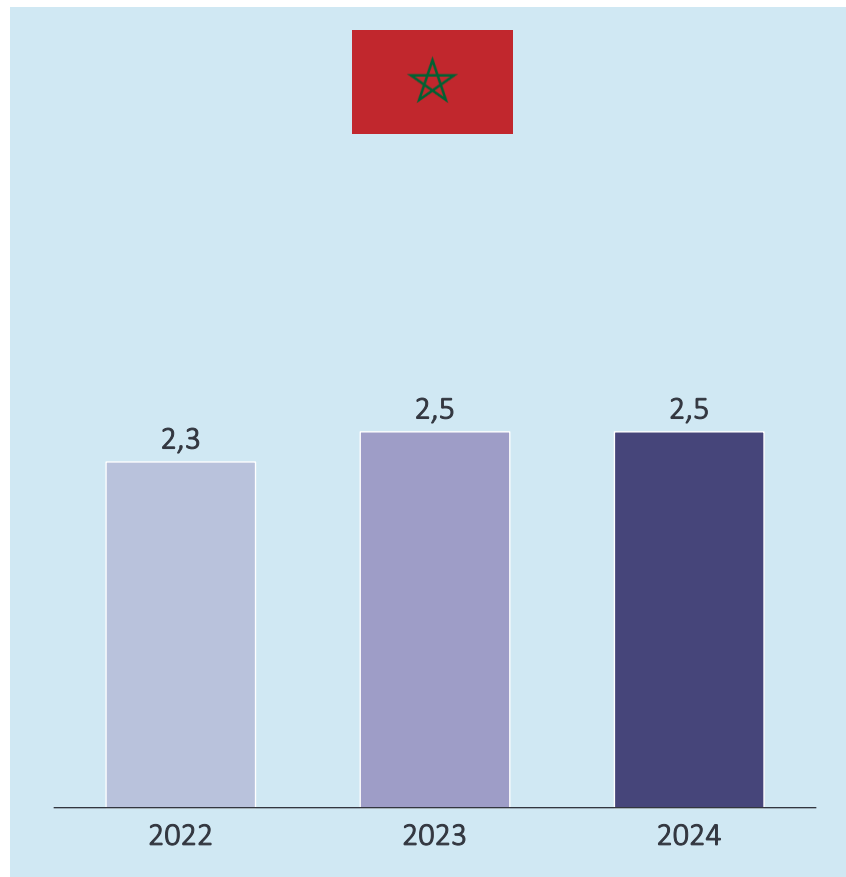
Nombre de Comités par secteur [# de Comités, 2024]



1) Sur 88 sociétés ayant diffusé l'information (4 sociétés dans le secteur industries sans information)

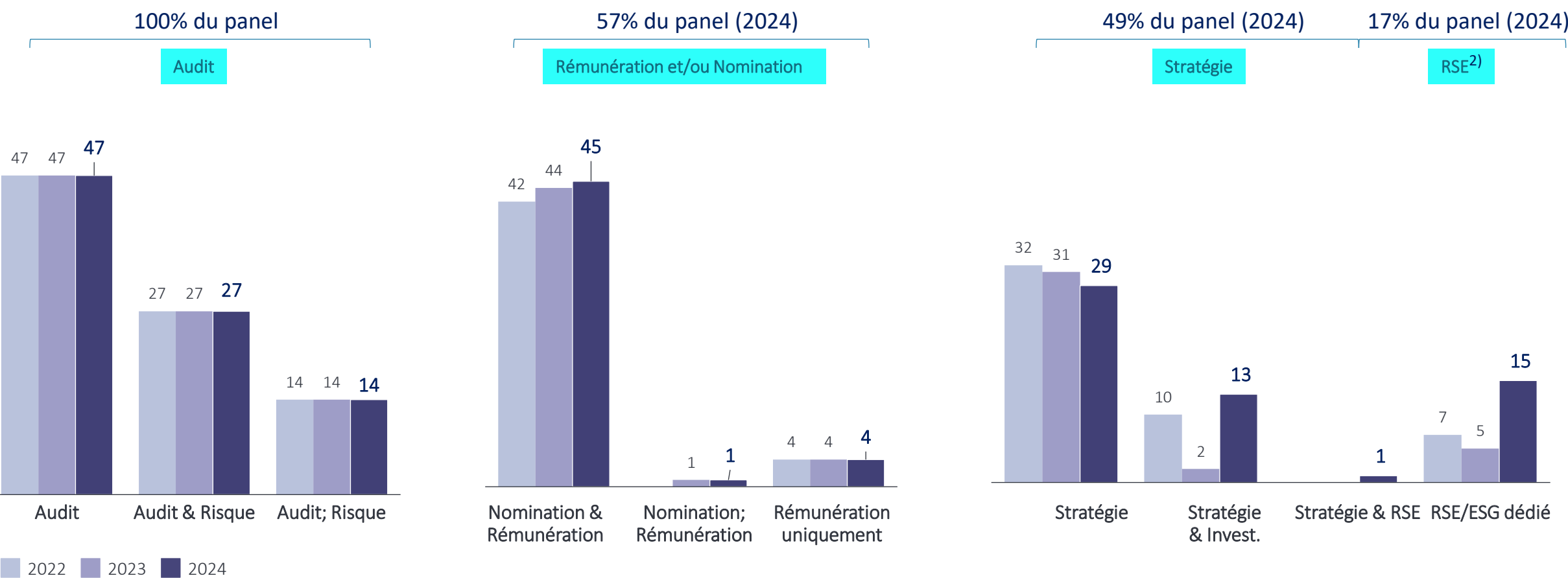
Les conseils du BM92 disposent d'un nombre de comités spécialisés inférieur à celui observé dans les indices européens

Comparaison du nombre de Comités avec les indices de référence européens [# de Comités]



Les comités d'audit sont généralisés tandis que les comités RSE sont en développement

Nombre de Conseils ayant un Comité spécialisé par type de Comité¹⁾ [# de Comités, 2022-2024]



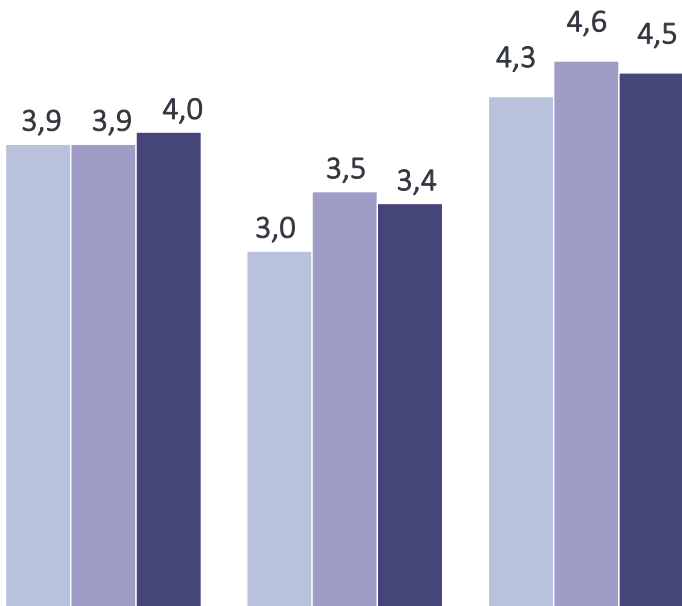
1) Sur 88 sociétés ayant diffusé l'information (4 sociétés sans information); 2) hors comité Ethique ou Comité de Gouvernance

Seules 38% des sociétés sont conformes à l'exigence légale de mixité au sein des comités du conseil, un niveau stable depuis 2022

Taille moyenne des Comités clés

[# de personnes]

72 77 79 41 44 39 36 36 42



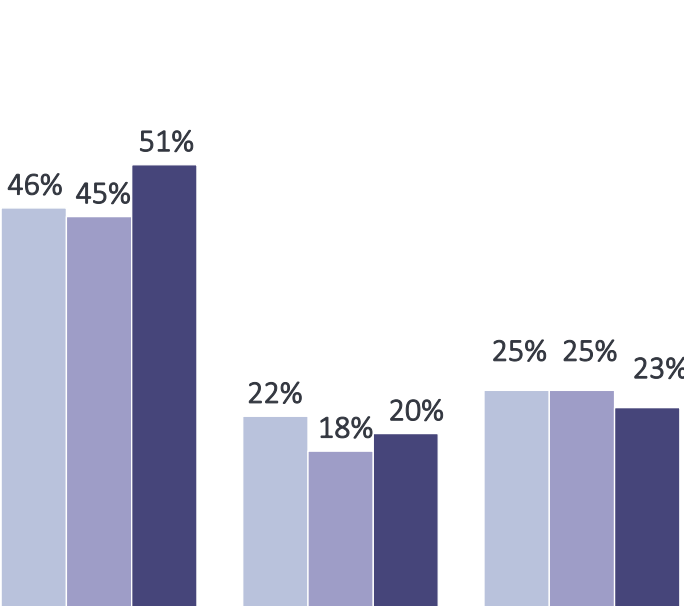
Comité d'Audit (& Risques) Comité de Nominations & Rémunérations Comité Stratégie (& Invest.)

d'entreprises avec Comité et information

Indépendance des Comités clés

[% d'indépendants]

72 77 81 41 44 39 36 36 42



Comité d'Audit (& Risques) Comité de Nominations & Rémunérations Comité Stratégie (& Invest.)

2022 2023 2024

Mixité des Comités

[% avec au moins 1 membre de chaque genre]

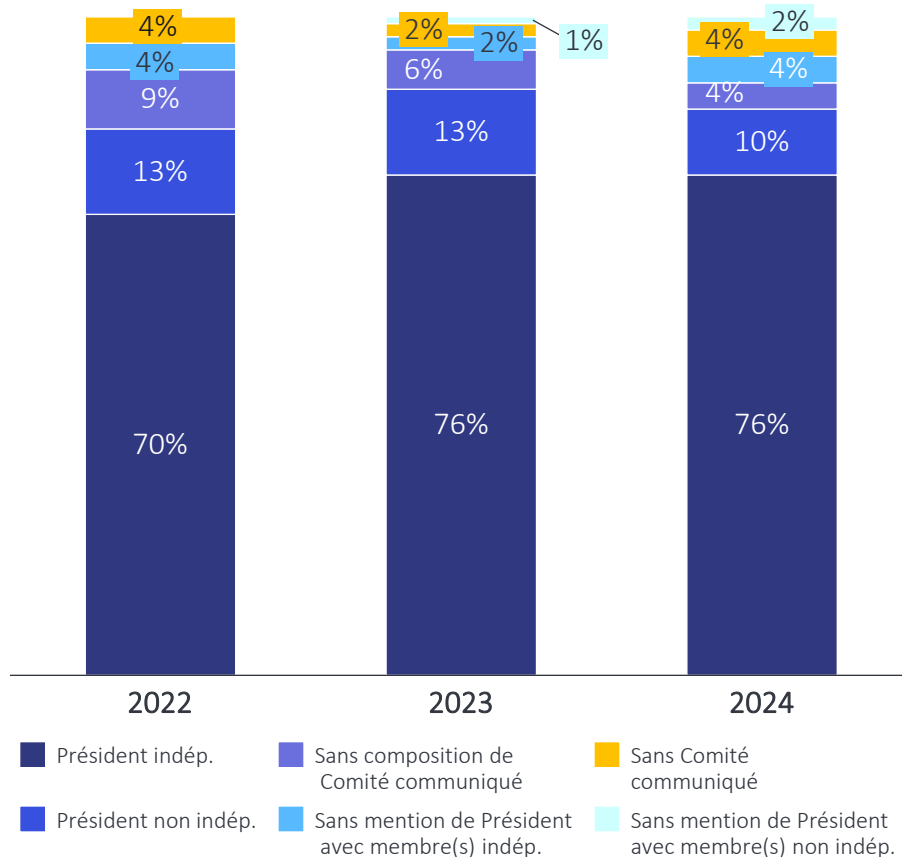
72 77 79 41 44 39 36 36 42 82 86 87



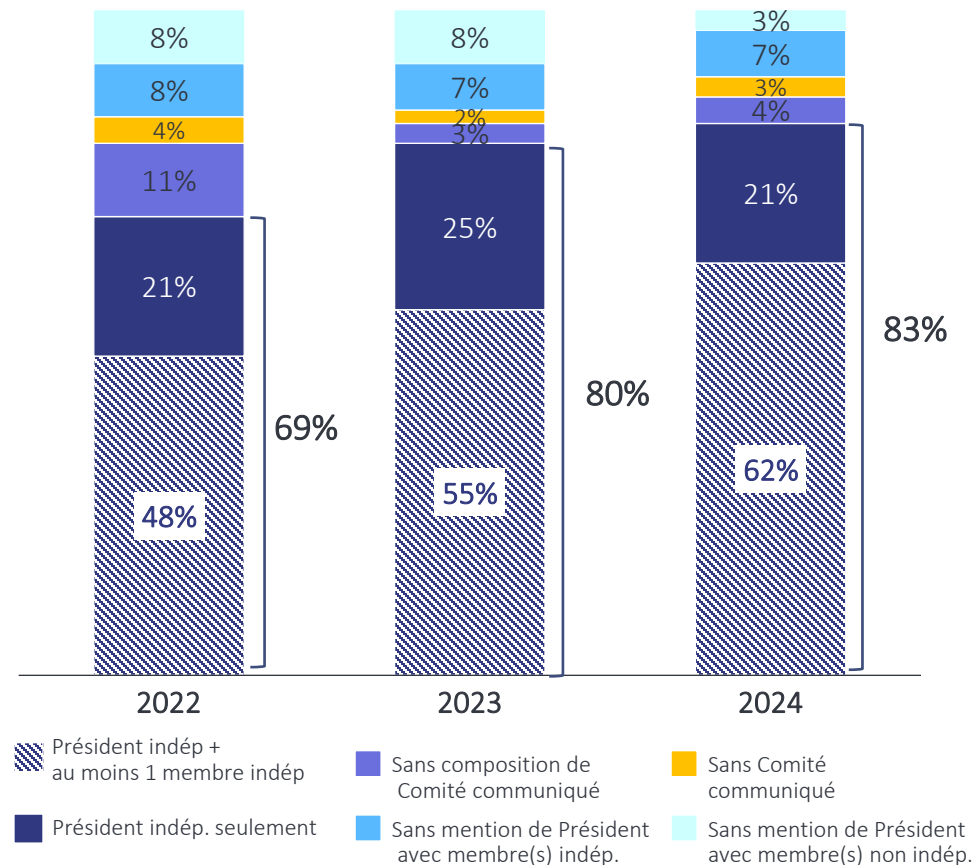
Comité d'Audit (& Risques) Comité de Nominations & Rémunérations Comité Stratégie (& Invest.) Tous comités

76% des Comités d'Audit du BM 92 sont présidés par un membre indépendant, un taux qui atteint 83% parmi les sociétés cotées du panel

Répartition selon l'indépendance du Président du Comité d'Audit BM 92



Répartition selon l'indépendance du Comité d'Audit des sociétés cotées du Panel BM71



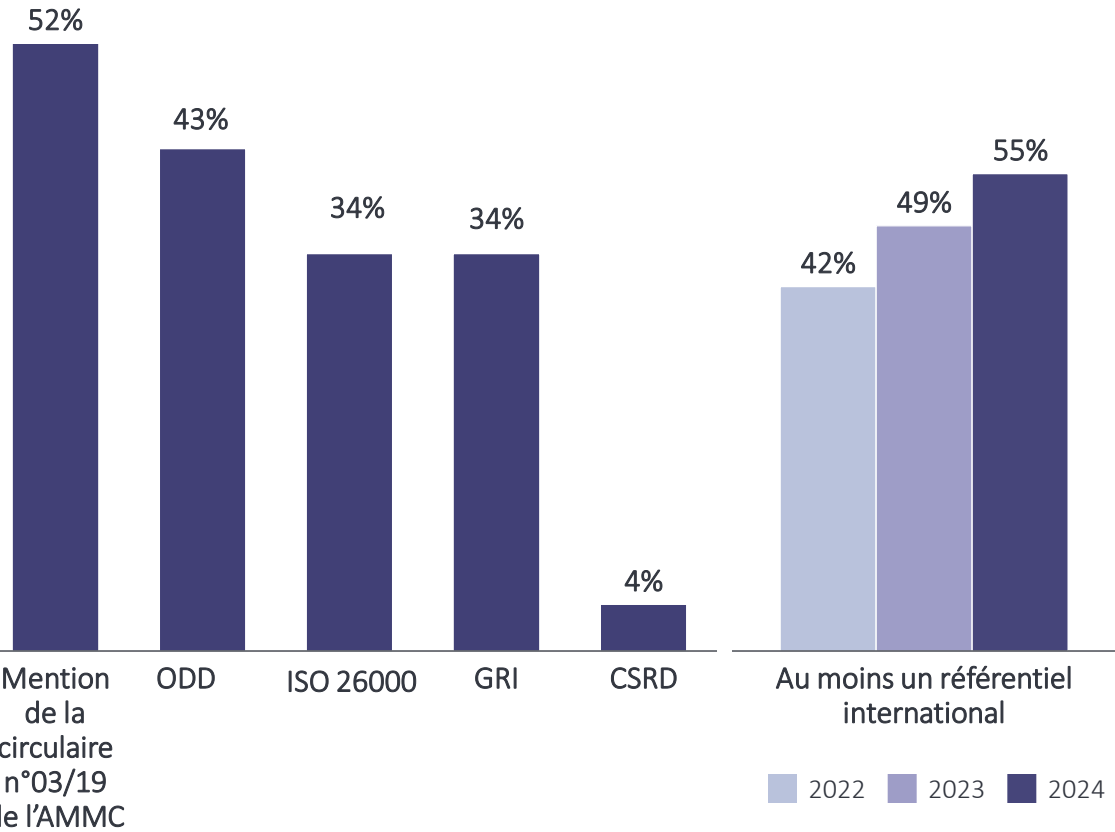
- « Ce comité, dont la composition est fixée, selon le cas, par le Conseil d'Administration ou Conseil de Surveillance (CS), **ne peut comprendre que des administrateurs non exécutifs ou des membres de CS n'exerçant aucune fonction de direction.** Ce comité est composé de **3 membres au moins**. Le président du comité doit justifier d'une **expérience suffisante en matière financière ou comptable** et être **indépendant** au sens des articles 41 bis et 83 de la loi 17/95 relative aux sociétés anonymes »
- « Pour les sociétés dont les actions sont négociées sur le marché principal de la bourse des valeurs, **un second membre, au moins doit être indépendant** au sens des articles 41 bis et 83 » (article 106 bis de la loi 17/95 relative aux sociétés anonymes)



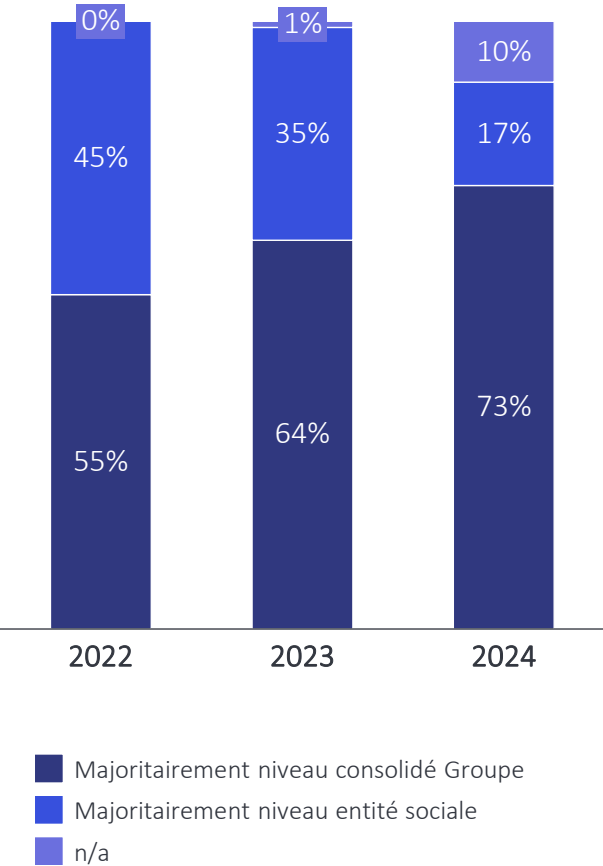
06 Gouvernance responsable

Plus de 50% des sociétés utilisent au moins un référentiel international de reporting, et 73% publient leurs informations RSE au niveau consolidé

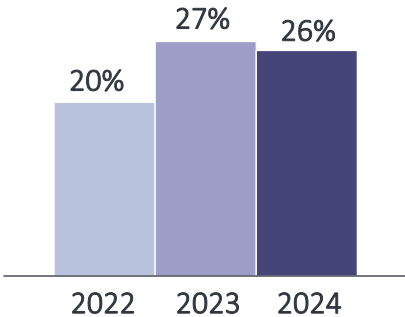
Référentiel de reporting [% de sociétés]



Périmètre du reporting [% de sociétés]

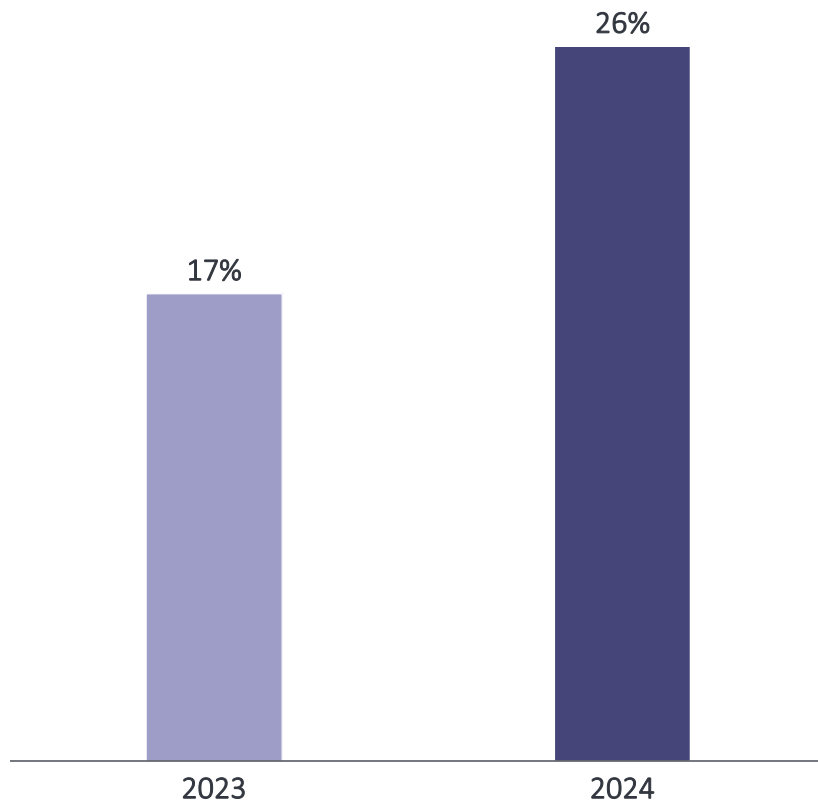


Label CGEM [% de sociétés labellisées]

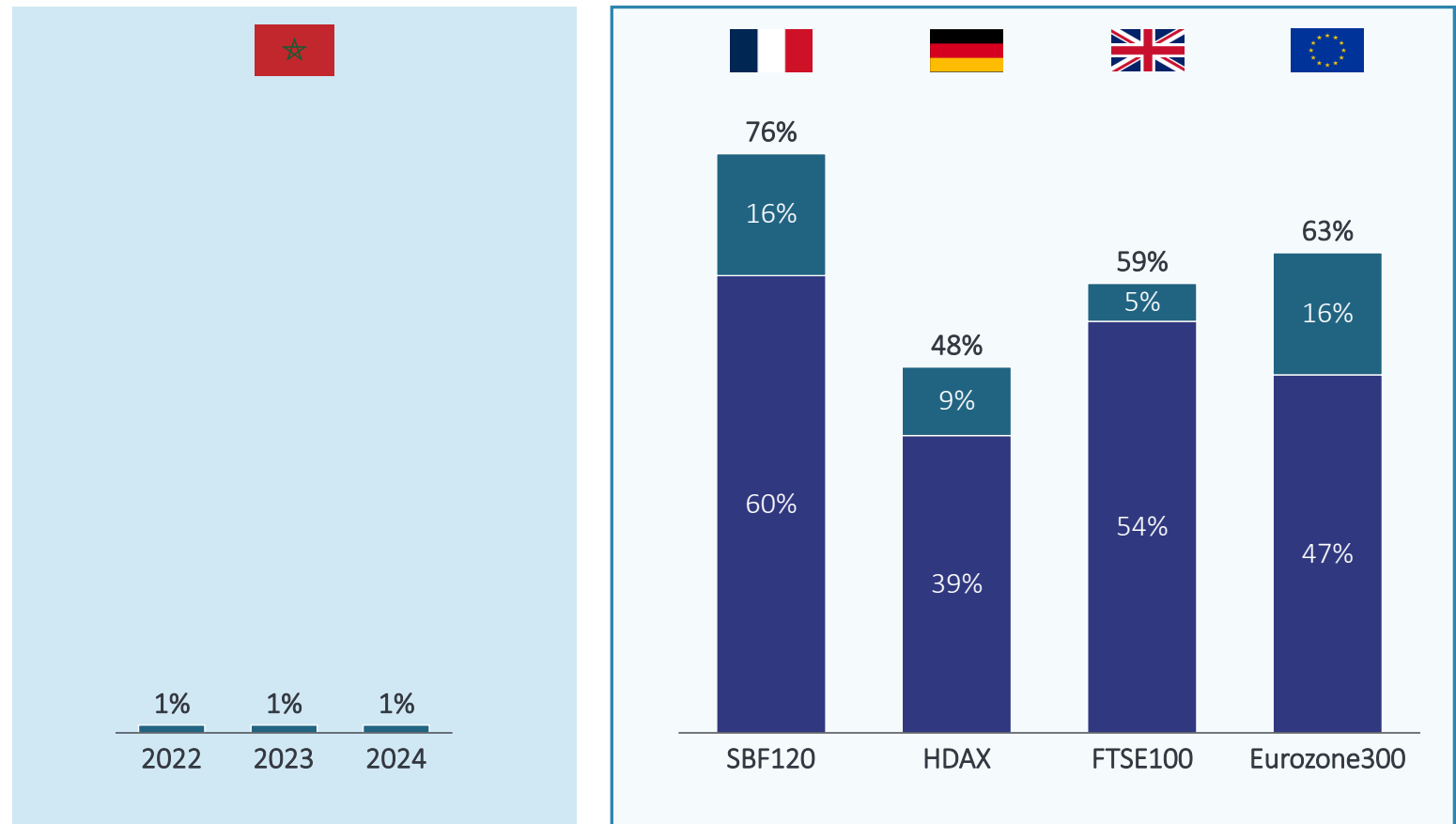


La communication des objectifs climat quantitatifs progresse, mais 1 seule société s'est engagée auprès de Science Based Target initiative*

% de sociétés ayant publié un objectif quantitatif de réduction d'émission GES



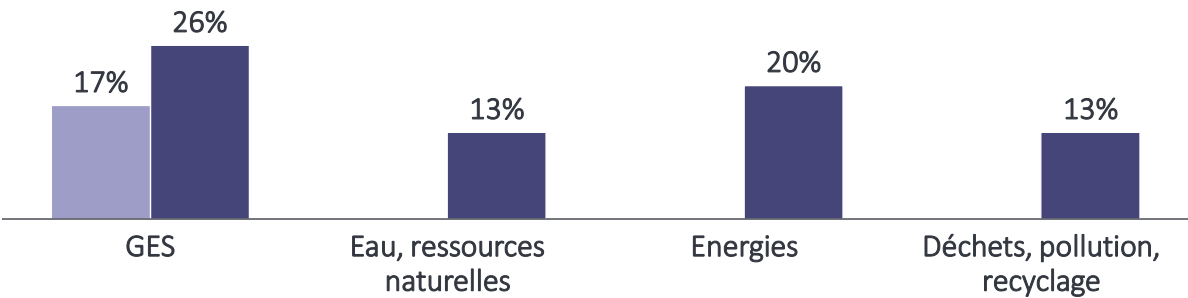
% de sociétés engagées auprès de SBTi et comparaison avec indices européens



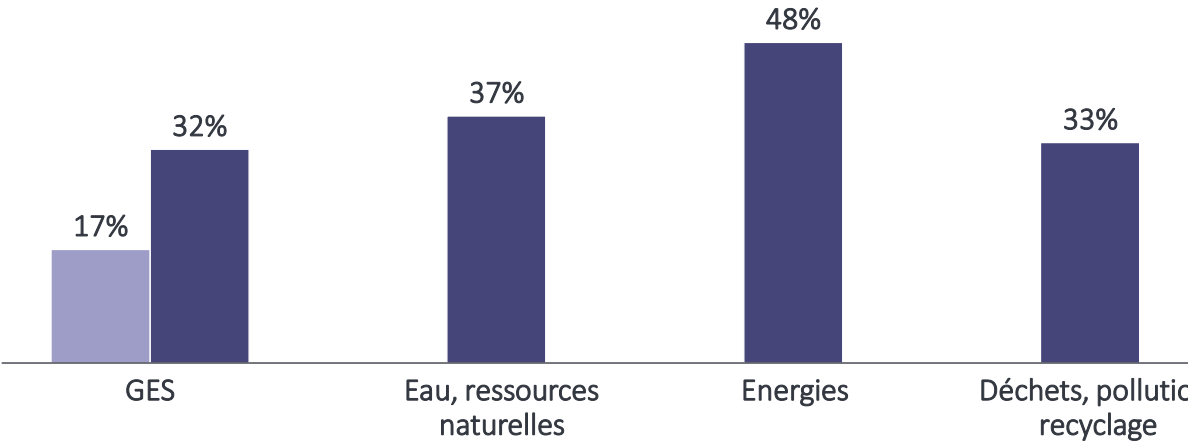
* SBTi : initiative internationale qui accompagne les entreprises à fixer les objectifs de réduction des émissions GES alignés sur les dernières données scientifiques

Les sociétés communiquent également, de manière quantitative, sur leurs engagements environnementaux dans d'autres domaines critiques

% de sociétés ayant publié un objectif environnemental¹ quantitatif



% de sociétés ayant publié un résultat environnemental quantitatif

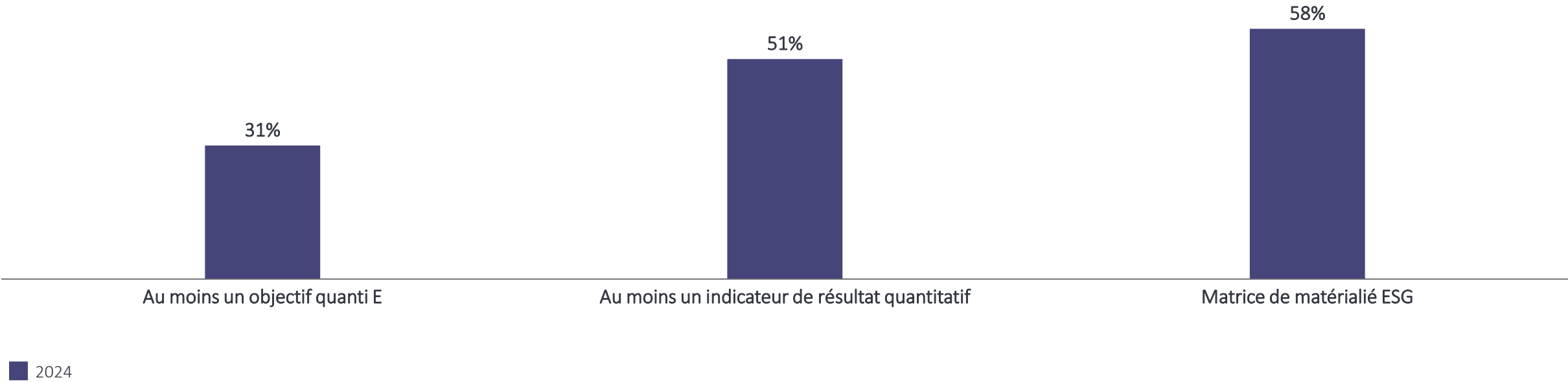


■ 2023 ■ 2024

1) Politique environnementale de l'entreprise liée à la lutte contre le changement climatique, à la protection et la préservation de l'environnement et à la promotion d'une économie et d'un écosystème durable avec un indicateur de mesure quantitatif

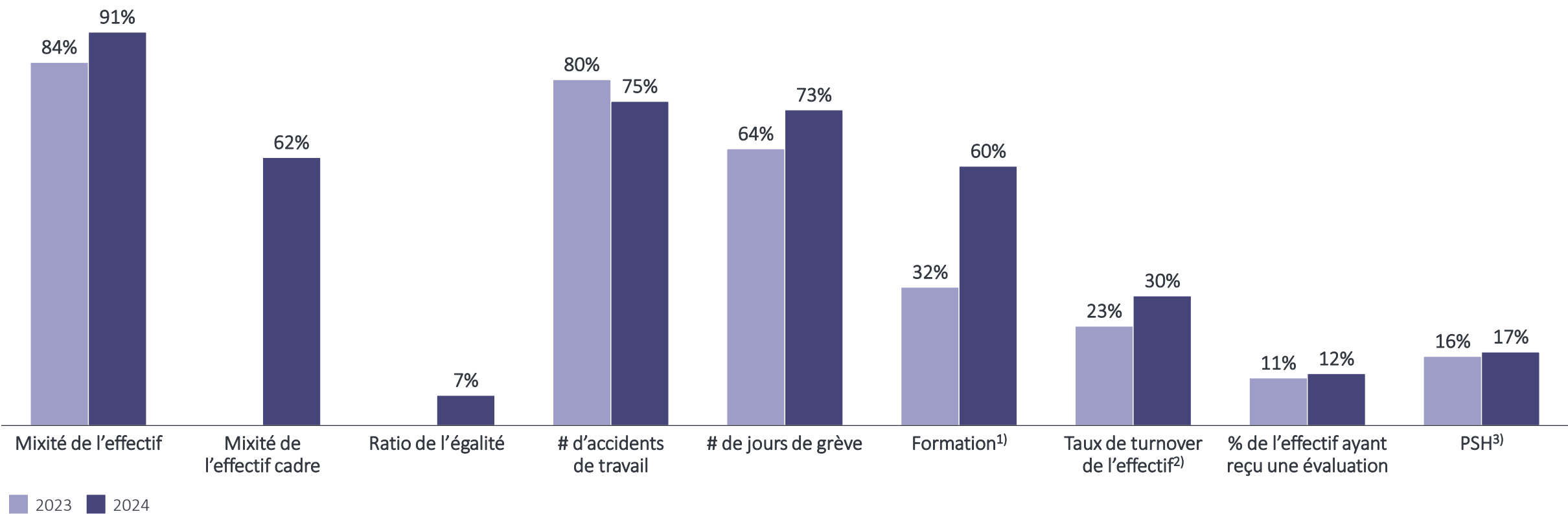
Plus de 50% des sociétés ont communiqué les résultats de leurs actions environnementales, en incluant au moins un indicateur quantitatif

% de sociétés avec publication



La majorité des sociétés ont publié des informations et des indicateurs quantitatifs relatifs à leur engagement sociétal et à leurs pratiques en matière de RH

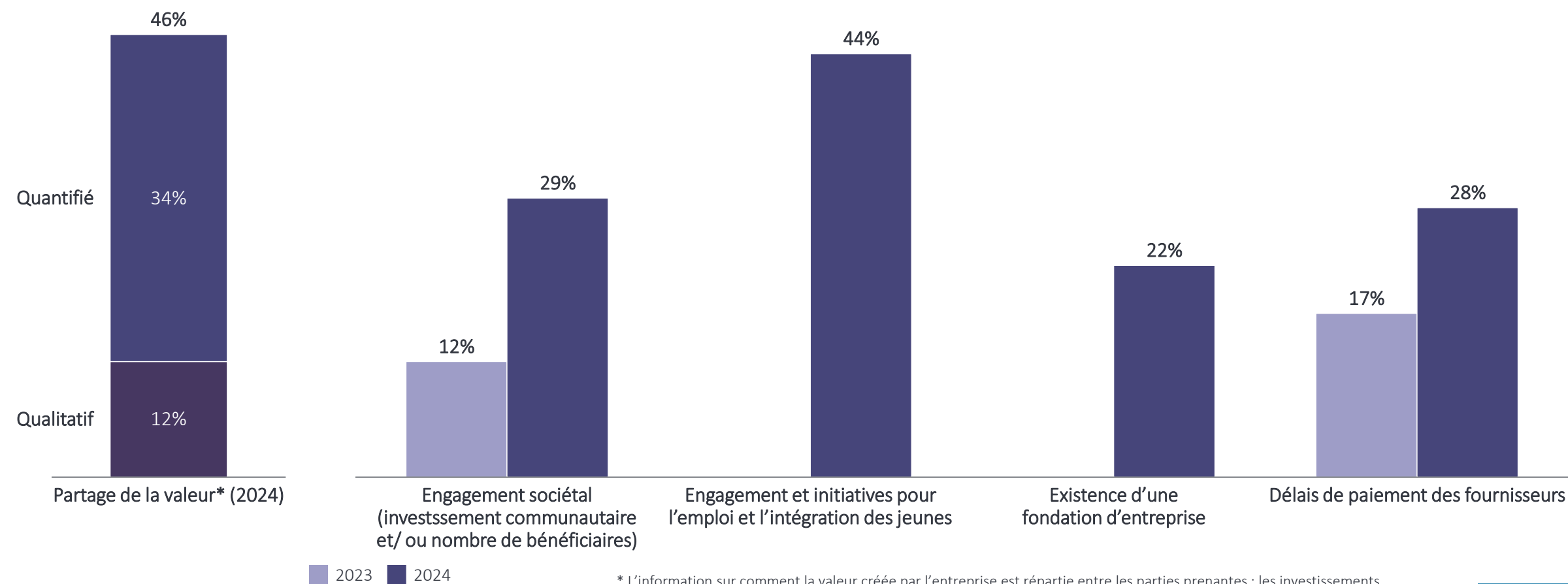
% de sociétés avec publication



1) L'un des indicateurs quanti : % de masse salariale ou montant budget, % de l'effectif ayant reçu une formation ou nb de bénéficiaires; % de plans de formation réalisés; nombre d'heures de formation par salarié ou nombre d'heures total de formation réalisée
2) L'un des 2 indicateurs quantis : taux de turnover; nb de démissions et/ou de licenciement
3) % ou nombre de PSH dans l'effectif global

La moitié des sociétés ont publié des informations relatives à leur engagement sociétal

% de sociétés avec publication des indicateurs



* L'information sur comment la valeur créée par l'entreprise est répartie entre les parties prenantes : les investissements, les salariés, les fournisseurs, les actionnaires (dividendes) et l'impact sur et contribution à la société (impôts/taxe...)

Les données de Gouvernance sont les plus communiquées, suivi des indicateurs sociaux

% de données communiquées par secteur industriel

Secteur	% des sociétés	G (31 indicateurs)*	E (12 indicateurs)	S (14 indicateurs)
Finance	30%	58% 	31%	48% 
Matériaux	17%	50%	33%	44%
Immobilier	11%	49%	20%	37%
Biens de consommation de base	10%	58% 	47% 	44% 
Technologies de l'Information	8%	49%	19%	38%
Industries	10%	40%	26%	37%
Consommation discrétionnaire	4%	58% 	40% 	43% 
Santé	3%	61% 	46% 	43% 
Services aux collectivités	3%	50%	28%	29%
Energie	2%	53%	38%	43%
Services de Communication	1%	67% 	42% 	43% 
Moyenne BM 92		53%	31%	43%

Composition du BM92 (dont société cotée en gras au 31/12/2024)

AFMA, AFRIC INDUSTRIES, AFRIQUIA GAZ, AGMA, AKDITAL, ALLIANCE DEVELOPPEMENT IMMOBILIER (ADI), ALLIANCES DARNA, ALUMINIUM DU MAROC, AGENCE NATIONALE DES PORTS (ANP), ARADEI CAPITAL, ATLANTASANAD, ATTIJARIWafa BANK, AUTO HALL, AUTO NEJMA, AUTOROUTES DU MAROC, BALIMA, BANK OF AFRICA, BANQUE MAROCAINE POUR LE COMMERCE ET L'INDUSTRIE (BMCI), BANQUE CENTRALE POPULAIRE (BCP), CARTIER SAADA, CDG CAPITAL, CREDIT DU MAROC (CDM), CFG BANK, CIH, CEMENTS DU MAROC (CIMAR), CMGP GROUP, COLORADO, COMPAGNIE MINIERE TOUISSIT (CMT), COMPAGNIE SUCRERIE MAROCAINE ET DE RAFFINAGE (COSUMAR), CREDIT AGRICOLE DU MAROC, CTM, DARI COUSPATE, DELTA HOLDING, DISTY TECHNOLOGIES, DISWAY, ENNAKL AUTOMOBILES, FONDS D' EQUIPEMENT COMMUNAL (FEC), FENIE BROSSETTE, GROUPE ADDOHA DOUJA PROMOTION, HOLDING AL OMRANE, HPS SA, IMMORENTE, INVOLYS, JAIDA, JET CONTRACTORS, LABEL VIE, LAFARGEHOLCIM MAROC, LES EAUX MINERALES D'OULMES (OULMES), LESIEUR CRISTAL, LYDEC, M2M GROUP, MAGHREB OXYGENE, MAGHREB STEEL, MAGHREBBAIL, MANAGEM, MAROC LEASING, MAROC TELECOM, MED PAPER, MICRODATA, MUTANDIS, OCP, ONCF, RCI FINANCE MAROC, REBAB COMPANY, RESIDENCE DAR SAADA (RDS), RISMA, S2M, SALAFIN, SANLAM MAROC, SAHAM BANK, SAHAM LEASING, SBM, SMI, SOCIETE DE PROMOTION PHARMACEUTIQUE DU MAGHREB (PROMOPHARM), SOCIETE D'EQUIPEMENT DOMESTIQUE ET MENAGER (EQDOM), SOCIETE NATIONALE D'ELECTROLYSE ET DE PETROCHIMIE (SNEP), SODEP-MARSA MAROC, SOFAC, SONASID, SOTHEMA, SRM, STOKVIS NORD AFRIQUE, STROC INDUSTRIE, TANGER MED PORT AUTHORITY, TAQA MOROCCO, TGCC, TOTALENERGIES MARKETING MAROC, UNIMER, Wafa ASSURANCE, WAFABAIL, WAFASALAF, ZELLIDJA

Données & indicateurs G (31) analysées et restituées dans le Baromètre

(versus circulaire AMMC n°3/19 du 20 février 2020 relative aux opérations et informations financières)

I. Composition des instances dirigeantes et profils des membres (12)	Exigence AMMC	II. Fonctionnement du conseil et rémunération (suite)	Exigence AMMC
Composition du conseil – nombre de membres votants	✓	Taux d'assiduité moyen aux réunions de conseil	✓
Composition du conseil – nombre de membres femmes votants	✓	Taux d'assiduité individuel aux réunions de conseil	
Composition du conseil – nombre de femmes présidentes		Cartographie des compétences des administrateurs	
Composition du conseil – Président indépendant ?	✓	Cartographie des compétences avec informations nominative	
Composition du conseil – nombre de membres indépendants	✓	Session / séminaire stratégique	
Composition du conseil – nationalité des membres		Evaluation annuelle du conseil	
Présidence du Conseil et Direction Générale combinées ou séparées		Rémunération totale attribuée aux membres du conseil	✓
Profils d'administrateurs – parcours professionnel avec bio détaillée		Rémunération totale attribuées aux dirigeants exécutifs (Comex)	
Composition du Comex / Nombre de femmes dans le Comex		Intégration des critères RSE / ESG dans la politique de rémunération des dirigeants	
Mandats et fonctions des administrateurs dans le groupe et hors groupe / sociétés cotées	✓	III. Comités du Conseil (6)	
Mandats et fonctions des administrateurs dans le groupe et hors groupe / toutes sociétés	✓	Nombre et liste des Comités	✓
Information sur le process d'intégration pour un nouveau membre du conseil, formation individuelle ou collective du conseil	✓	Composition détaillée des Comités	✓
II. Fonctionnement du conseil et rémunération (13)		Indépendance du Président du Comité d'Audit	
Mise à jour régulière du règlement interne / charte du conseil		Nombre d'indépendants dans le Comité d'Audit	
Informations sur la politique de la gestion des conflits d'intérêt		Nombre de femmes dans le Comité d'Audit	
Informations sur l'éthique des affaires, procédure d'anti-corruption	✓	Composition des autres comités et au moins une femmes dans chaque comité	
Nombre de réunions du conseil	✓		

Données & indicateurs E (12) S (14) analysées et restituées dans le Baromètre

(versus circulaire AMMC n°3/19 du 20 février 2020 relative aux opérations et informations financières)

E (12)	Exigence AMMC	S (14)	Exigence AMMC
Référence de reporting AMMC		Partage de la valeur information	
Au moins un référentiel de reporting RSE international – ODD / GRI / CSRD		Répartition H/F de l’effectif global et % de femmes	✓
Engagement SBTi		Répartition H/F dans l’effectif cadre et % de femmes	✓
Objectif quanti relatif aux émissions GES	✓ (politique environnemental)	Ratio de l’égalité	
Résultats quanti – émission GES		PSH dans l’effectif	
Objectif quanti relative à l’eau & ressources		Accident du travail	✓
Résultats quanti – eau & ressources		Nombre de jours de grève	✓
Objectif quanti relative à l’énergie		Budget de formation / Nd d’heures / Bénéficiaires	✓
Résultats quanti – énergie	✓	% de l’effectif ayant reçu une évaluation	
Objectif quanti relatif aux déchets, pollution, économie circulaire...		Taux de turnover / nombre de démissions	✓
Résultats quanti – déchets, pollution, économie circulaire	✓	Délai moyen de paiement des fournisseurs	
Analyse et matrice de matérialité ESG		Information quanti sur l’engagement sociétal	
		Engaement et initiatives pour l’employ et l’insertion des jeunes	
		Existence d’une foundation d’entreprise et les domaines d’actions	

A propos de ...



La Confédération générale des entreprises du Maroc, fondée en 1947 assure la représentation et la promotion des entreprises membres agissant dans différents secteurs et de différentes tailles. La CGEM est la voix du secteur privé au Maroc. Elle représente plus de 90.000 membres directs et affiliés, dont 95% de TPME et s'est imposée comme le représentant officiel du secteur privé auprès des pouvoirs publics, des partenaires sociaux et des institutionnels. La CGEM contribue à la création et au maintien d'un environnement entrepreneurial dynamique, notamment à travers ses commissions transverses.

cgem@cgem.ma
marwa.tellal@cgem.ma



L'Autorité Marocaine du Marché des capitaux a pour principale mission la protection de l'épargne investie en instruments financiers. L'AMMC veille à l'égalité de traitement des épargnants, à la transparence et à l'intégrité du marché des capitaux. L'Autorité s'assure du bon fonctionnement du marché des capitaux, veille au respect de la législation et la réglementation en vigueur relatives à la lutte contre le blanchiment des capitaux par les personnes et organismes placés sous son contrôle, contribue à la promotion de l'éducation financière des épargnants et enfin assiste le gouvernement en matière de réglementation du marché des capitaux.

Ammc.ma



La Bourse de Casablanca est une Société Anonyme à capitaux privés qui opère dans le cadre d'une concession accordée par l'Etat Marocain, conformément à un cahier des charges approuvé par décision du Ministre chargé des Finances.

La Bourse de Casablanca SA a notamment pour missions : La gestion et le développement des entités constitutives des infrastructures de marché relevant de la holding dont : le marché boursier de Casablanca (Bourse des valeurs), le marché à terme et la chambre de compensation. La contribution au développement de l'infrastructure de marché par l'enrichissement continu de l'offre produits et services. Le déploiement d'une stratégie cohérente globale commune aux différentes composantes du marché tant sur le plan national et régional.

Casablanca-bourse.com



L'Association Marocaine des Entreprises faisant Appel Public à l'Épargne (APE) fédère et représente les entreprises faisant appel public à l'épargne. Elle œuvre au développement du marché des capitaux et à la valorisation du rôle de l'entreprise dans la création de valeur et la croissance durable. Interface crédible entre entreprises et institutions, l'APE se positionne comme une force de proposition et un acteur d'accompagnement au service des entreprises faisant appel public à l'épargne. Elle promeut l'appel public à l'épargne comme levier de financement, de transparence et d'attractivité économique

apemaroc.ma



Spécialiste du conseil et des solutions d'évaluation de la gouvernance, basés sur l'agrégation et la structuration de 400+ points de données par entreprise, Ethics & Boards fournit à l'ensemble des parties prenantes des outils d'évaluation transparente de la gouvernance au-delà de la conformité. Ethics & Boards aide les conseils d'administration, dirigeants, investisseurs et autres acteurs de la gouvernance à appréhender la gouvernance responsable comme levier de confiance et de création de valeur à long terme. Ethics & Boards est partenaire des institutions marocaines, notamment pour ce Baromètre depuis 2023.

ethicsandboards.com
contact@ethicsandboards.com



Merci pour votre attention